

AFFAIRES



UNE FEMME-ORCHESTRE EN CHINE UN PORTRAIT DE LA QUÉBÉCOISE CAROLINE BÉRUBÉ PAGE 9

S&P/TSX
11137,44
38,18 (+0,34%)

TSX CROISSANCE
2141,63
1,26 (+0,06%)

QUÉBEC 30
1085,12
6,11 (+0,57%)

DOW JONES
10823,72
55,95 (+0,52%)

DOLLAR
86,82 ¢ US
0,01 ¢

Quebecor peut avaler Sogides
Le Bureau de la concurrence donne sa bénédiction à la transaction
PAGE 2

L'hiver sera dur pour Transat
Le voyageur fera des profits en 2006, mais moins qu'en 2005, avertit le président Jean-Marc Eustache
PAGE 3

Mike Bossy quitte le conseil du Réseau iForum
L'ex-hockeyeur affirme qu'il ne touchait aucune rémunération
PAGE 5

HORIZON 2006 Vers une hausse des dividendes
Les actionnaires du secteur financier seront certainement encore gâtés l'an prochain
PAGE 12

LE CHIFFRE DU JOUR
180 milliards
L'an dernier, la Chine a exporté pour 180 milliards US de biens des technologies de l'information et des communications, surpassant pour la première fois les États-Unis à 149 milliards US.
Source : OCDE

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

Des industries à l'aéroport

Le Fonds FTQ veut construire sur d'immenses terrains près de Montréal-Trudeau

LAURIER CLOUTIER

Une filiale du Fonds de solidarité FTQ vient de signer une entente de principe avec Aéroports de Montréal (ADM) pour mettre en valeur des millions de pieds carrés de terrains excédentaires de l'aéroport Montréal-Trudeau, notamment le long de l'autoroute 13. C'est ce qu'a révélé à *La Presse Affaires* Guy Gionet, président-directeur général de

Solim, bras immobilier du Fonds. Des avocats travaillent déjà à la rédaction des documents nécessaires et la signature du contrat formel avec ADM devrait suivre.

« Dès l'an prochain », a dit M. Gionet, Solim pourrait amorcer la promotion de ces terrains pour la construction d'industries, essentiellement légères, a ajouté le PDG. Comme ces terrains appartiennent au gouvernement fédéral, Solim et

ADM devront cependant attendre des décisions politiques avant de lancer leur partenariat, a précisé Guy Gionet.

Du côté d'ADM, on se montrait surpris des confidences de M. Gionet. « *La Presse Affaires* peut-elle patienter jusqu'au début de 2006 ? À la fin de janvier prochain, ADM pourra sûrement donner plus d'informations à ce sujet », a déclaré la vice-présidente et porte-parole,

Christiane Beaulieu, qui « confirme les discussions avec Solim ».

« L'entente n'est pas tout à fait conclue. Avant de l'annoncer, il faut obtenir l'approbation du conseil d'administration d'ADM. Avec Solim, ADM n'est pas si loin d'une entente, en fait. Il faut normalement respecter une entente de confidentialité », a dit M^{me} Beaulieu.

➤ Voir SOLIM en page 4



L'effet GREENSPAN

Les marchés, surtout aux États-Unis, ont vivement réagi au communiqué de la Fed vers 14h15.

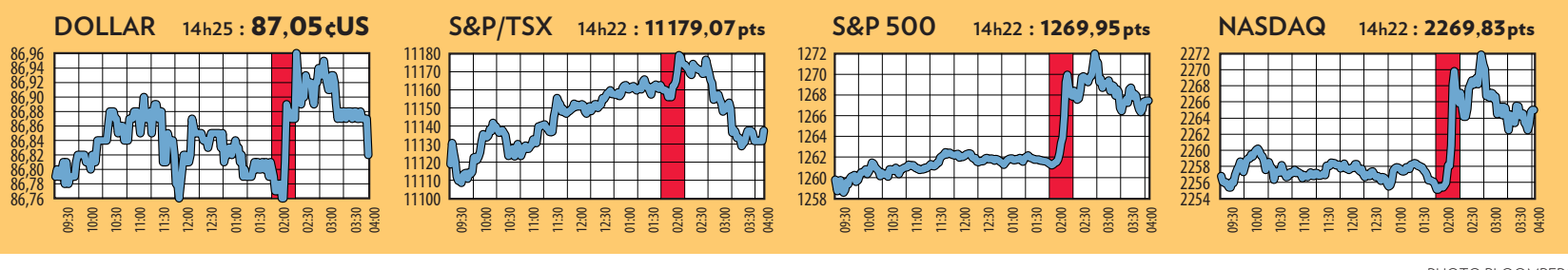


PHOTO BLOOMBERG

Le huard franchit les 87 cents US

RUDY LE COURS

Grâce au langage alambiqué d'Alan Greenspan, le huard a pu s'aventurer au-delà des 87 cents US d'équivalence, durant quelques minutes hier.

À 14 h 25, il a coté 87,05 cents US, avant de se replier à 86,82 cents, ce qui représente un gain d'un centième par rapport à lundi.

Cette brève expédition stratosphérique s'est déroulée dans les minutes qui ont suivi l'annonce sans surprise d'une 13^e hausse d'affilée de

25 centièmes du taux directeur de la Réserve fédérale (Fed). Il se situe désormais à 4,25 %, son niveau le plus élevé en quatre ans.

Du bref communiqué faisant part de sa décision prise à l'unanimité des 10 membres du Comité de politique monétaire de la Fed, les cambistes ont d'abord retenu la disparition de la mention selon laquelle « la politique d'accommodement peut être éliminée à un rythme modérée ». Cette mention avait toujours figuré dans les 12 communiqués précédents.

« D'instinct, les marchés se sont dit que la Fed adoucissait le ton, ils ont alors largué le dollar américain », raconte Éric Lascelles, stratège aux marchés fixes chez Valeurs mobilières TD.

« Beaucoup de produits dérivés ont été construits avec un seuil technique à 1,15 \$ pour le billet vert, explique François Barrière, vice-président, marché des changes, à la Banque Laurentienne. Le message de la Fed a servi de nouveau prétexte pour tester ce seuil. Il est pris d'assaut depuis jeudi. »

Dix minutes après sa publication, le billet vert plongeait à 1,1488 \$, ce qui revient à dire que le dollar canadien s'était envolé à 87,05 cents US.

« La réaction initiale des marchés a été dictée par l'élimination du mot « accommodation qui laissait entendre que la Fed se rapprochait d'un taux neutre », comprend Sherry Cooper, première vice-présidente et stratège chez BMO Nesbitt Burns.

➤ Voir FED en page 4

Lacroix aussi a « perdu » de l'argent dans Norbourg

DENIS ARCAND

Vincent Lacroix pourrait revendiquer le statut de victime de l'affaire Norbourg, puisque la moitié du million de dollars qu'il avait placé dans ses propres fonds communs sont partis avec l'argent détourné.

Mais il a été chanceux malgré tout, puisque 52 % de ses placements dans les fonds Norbourg sont intacts. En moyenne, seulement 37 % de l'argent placé dans les fonds Norbourg et Evolution par les investisseurs est encore là, après le

détournement de fonds massif qui a été révélé par une enquête policière. Il lui reste 526 000 \$, qui n'ont pas été détournés, a déclaré à *La Presse Affaires* Pierre Laporte, du cabinet comptable Ernst & Young, qui a été nommé liquidateur des 29 fonds communs et séquestre intérimaire des actifs personnels de M. Lacroix.

Cet automne, dans une déclaration d'actifs déposée en cour, M. Lacroix a indiqué posséder pour un million de dollars de ses fonds communs. Par ailleurs, dans une procédure distincte, le séquestre Laporte a fait

perquisitionner hier la résidence de M. Lacroix à Candiac et sa résidence secondaire du lac Memphrémagog.

Hier, *La Presse* révélait que les deux résidences n'avaient pas été perquisitionnées par la police ni par l'Autorité des marchés financiers lors des descentes du 24 août dernier. « Quand nous avons appris (lundi) que ces maisons n'avaient pas été perquisitionnées, nous avons décidé de le faire même si c'est trois ou quatre mois après le fait, a dit M. Laporte. Après discussions avec nos avocats, nous avons conclu qu'il le

fallait, juste au cas où on trouverait quelque chose. » « Mais je dois dire que nous n'avons pas trouvé une boîte avec 130 millions de dollars à l'intérieur, ni quoi que ce soit qui, à prime abord, soit particulièrement utile à une enquête », a dit M. Laporte, pince-sans-rire.

Pourquoi perquisitionner les résidences si la police ne l'a pas fait ? « D'abord, on n'a pas le même mandat, je l'ai fait comme séquestre de ses biens personnels, mes perquisitions n'ont aucun impact sur d'éventuelles accusations ou autres procédures. En outre, le mandat des perquisitions était double : le séquestre a le devoir de dresser une liste des actifs, dans le cadre de mesures conservatoires, pour sauvegarder ces actifs au noms d'éventuels créanciers. »

➤ Voir LACROIX en page 4

VOS EXPERTS
L'ANNUAL DE L'AUTOMOBILE 2006
156

Le livre le plus complet sur le marché !

- L'opinion de deux experts pour chaque essai
- 1300 photos couleurs
- et plus encore !

REPORTAGES

24H ESSAIS ROUTIERS

LES ÉDITIONS DE L'HOMME
www.edhomme.com

Les Éditions LA PRESSE

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

86,82 ¢USVARIATION **+0,01** ¢**0,7281** €VARIATION **+0,0012** €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1518** \$UN EURO **1,3735** \$

AUTRES DEVICES

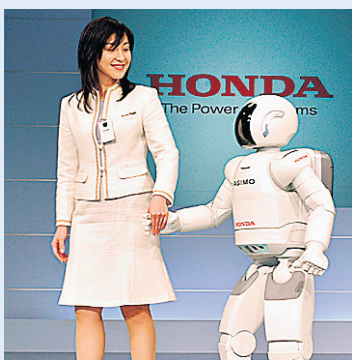
Australie	dollar	0,8676
Chine	renminbi	0,1424
Grande-Bretagne	livre	2,0359
Hong Kong	dollar	0,1483
Inde	roupie	0,0249
Japon	yen	0,0096
Mexique	peso	0,1083
Norvège	couronne	0,1729
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8122
Suède	couronne	0,1455
Suisse	franc	0,8893

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

61,38 \$USVARIATION **0,07** \$USLight Sweet crude **61,78** \$USNorth Sea Brent **58,88** \$US

OR (NY Gold)

521,00 \$USVARIATION **-7,40** \$US

UN ROBOT DANS L'AUTO

Le constructeur Honda disposera plus de capteurs de son robot Asimo dans les voitures pour rendre la conduite plus sécuritaire.

Ainsi, Honda fait appel aux capteurs ultrasoniques et de reconnaissance des formes que l'on trouve dans son robot Asimo pour les adapter aux systèmes de navigation, aux freins et au radar anticollision de ses voitures.

« Nous souhaitons faire le meilleur usage possible de nos avancées technologiques pour les intégrer aux caractéristiques de sécurité de nos véhicules », soulignait hier le président de Honda, Takeo Fukui.

Mais le président ne veut pas que mettre les capteurs dans les voitures. Il veut aussi que son robot « vive » seul. « Asimo sera très perfectionné au cours des 10 prochaines années et il pourra être utile aux handicapés et aux personnes âgées. »

Le nouvel Asimo, qui pèse 54 kilos, peut courir à une vitesse de 6 km/h. Il peut marcher aux côtés d'une personne, lui tenir la main, transporter un plateau de service ou pousser une table roulante. Selon Honda, Asimo possède une mémoire et un système d'intelligence semblables à ceux d'un enfant de 3 ans. Sa force et ses capacités physiques sont égales à celles d'un enfant de 10 ans.

— D'après Bloomberg

LES BOURSES DANS LE MONDE

FERMETURE	VARIATION		
	NET	EN %	
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2265,00	4,05	0,18
S&P 500 (New York)	1267,43	7,00	0,56
Mexico Bolsa	17819,68	265,20	1,51
Brazil Bovespa Stock	33419,65	449,05	1,36
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3345,90	6,82	0,20
FTSE 100 (Angleterre)	5507,20	5,70	0,10
CAC 40 (France)	4693,40	20,27	0,43
DAX (Allemagne)	5310,28	9,07	0,17
IBEX 35 (Espagne)	10533,60	-6,40	-0,06
Milan MIB30 (Italie)	34967,00	99,00	0,28
Amsterdam Exchanges	433,17	0,37	0,09
OMX (Stockholm)	942,78	2,49	0,27
Swiss Market (Suisse)	7577,39	9,88	0,13
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	15778,86	40,16	0,26
Hang Seng (Hong Kong)	14942,62	-41,78	-0,28
S&P/ASX 200 (Australie)	4587,10	-24,80	-0,54

LA PRESSE AFFAIRES

Quebecor peut avaler Sogides

Le Bureau de la concurrence approuve la transaction

MAXIME BERGERON

Quebecor pourra finalement avaler l'éditeur Sogides, a conclu hier le Bureau de la concurrence du Canada.

« Nous avons conclu qu'il restait suffisamment d'autres joueurs, qu'il n'y avait pas de diminution substantielle de la concurrence et que les barrières à l'entrée n'étaient pas si importantes que ça », a indiqué à *La Presse Affaires* Gaston Jorré, sous-commissaire principal de la concurrence, joint à Gatineau.

L'organisme fédéral a quand même dû régler certains « problèmes » avant d'approuver la transaction. Le principal écueil était la participation de 20 % du président-fondateur de Sogides, Pierre Lespérance, dans la chaîne de librairies Renaud-Bray, concurrente directe d'Archambault (filiale de Quebecor).

Comme M. Lespérance demeurera à la tête de Sogides pour au moins trois ans, le Bureau craignait des fuites d'informations concurrentielles entre les deux sociétés. Des craintes apaisées, puisque l'homme s'est engagé à démissionner du conseil d'administration de Renaud-Bray. Un mandataire indépendant a

aussi été nommé pour surveiller la situation.

« Nous avons signé un accord qui assure qu'il n'y aura pas de transmission de données entre les deux », a souligné Gaston Jorré.

La transaction entérinée hier fera de Quebecor un véritable géant du livre. L'ajout de la filiale Messageries ADP de Sogides — qui distribue une centaine d'éditeurs québécois et

des avait soulevé de vives inquiétudes chez les éditeurs indépendants il y a deux mois. Ils craignaient de voir Quebecor créer un « monopole du livre » dans la province, une velléité niée par le groupe.

Les craintes ne sont pas toutes dissipées. Mais Gaston Bellemare, président de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), analyse la transaction avec philosophie.

« Il y a le pour et le contre. Mais est-ce que ça aurait été mieux qu'un Français ou un Américain achète ça ? »

européens —, donnera 26 % de parts de marché à Quebecor en distribution, contre 7 % aujourd'hui.

En édition, le conglomérat possède 6 % du marché québécois avec ses maisons Libre Expression, Trécarré et Alain Stanké, notamment. Cette proportion grimpera à 15 %, avec l'intégration de grosses pointures comme Les Éditions de l'Homme, VLB Éditeur et L'Hexagone.

Inquiétudes

L'annonce de la vente de Sogi-

boom) et son service de câblodistribution (Vidéotron).

« Si je vous dis qu'avec votre livre, je peux vous passer une heure à la télévision à l'heure de pointe, est-ce que vous préférez publier chez Boréal ou à Libre Expression ? a dit M. Bellemare. Boréal ne peut pas vous offrir cinq ou six rencontres à la télé et faire une nouvelle avec vous, comme ce qu'on a vu avec Michel Vastel. »

De son côté, Quebecor présente cette transaction comme un véritable tremplin pour les auteurs québécois.

« Un pôle plus solide localisé au Québec renforcera notre potentiel de commercialisation et améliorera notre capacité d'accompagnement de nos auteurs au niveau international », a indiqué dans une déclaration le grand patron du groupe Quebecor, Pierre Karl Péladeau.

Pour l'heure, la priorité de Quebecor sera le déménagement des bureaux de Québec-Livres (sa filiale de distribution) dans les locaux de Messageries ADP et l'uniformisation du système informatique, a indiqué Natalie Larivière, PDG de Groupe Archambault.

©2005 Porsche Cars North America, Inc. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect de toutes les règles de circulation en tout temps. Photo à titre indicatif seulement.



Au sommet de la performance. Le Cayenne à traction intégrale.

Toute la performance dont vous êtes en droit d'attendre d'une Porsche. Une flexibilité encore inimaginable. Faites l'expérience Cayenne. Venez en faire un essai routier dès aujourd'hui.

Louez un Cayenne V6 à partir de 949\$/mois.*

Porsche Prestige

(514) 356-7777
230 Michel-Jasmin
Dorval, QC H9P 2N5
www.porscheprestige.com

Automobiles Lauzon Laval

(450) 688-1144
2455 boul. Chomedey
Laval, QC H7T 2W5
www.lauzonporsche.com

LOCATION CAYENNE 2006
\$949/MOIS
48 MOIS
8063,25\$ dû à la signature

* Taxes, immatriculation et assurances en sus. Location: 8063,25\$. Montant total dû à la signature: 0\$.
Dépôt de sécurité requis: 6 000\$; acompte plus taxes: 949\$ par mois plus taxes pour un terme de 48 mois sur Cayenne V6. Offre valable pour véhicule en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée.
Tous les détails chez votre concessionnaire Porsche.



PORSCHE

La proposition d'Hydro est descendue en flammes devant la Régie

HÉLÈNE BARIL

La hausse de tarifs étalée sur huit ans que veut obtenir Hydro-Québec a été descendue en flammes par tous les intervenants qui ont défilé jusqu'à maintenant devant la Régie de l'énergie, à l'exception d'un seul.

Les gros consommateurs d'énergie, comme les alumineries et les sociétés papetières, sont les seuls à être d'accord avec Hydro-Québec. « Une augmentation de 5 %, c'est un choc tarifaire et c'est un choc tarifaire significatif », a soutenu hier le directeur exécutif de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité, Luc Boulanger.

Devant la Régie, Hydro plaide que la hausse de 5,34 % qu'il lui faut pour couvrir ses coûts est trop grosse à absorber d'un seul coup. La société d'État veut appliquer les pre-

miers 3 % de la hausse le 1^{er} avril 2006 et récupérer le reste dans les années suivantes, en empochant des intérêts de 8 % sur les sommes qui lui sont dues.

Même si cette formule finirait par coûter plus cher aux consommateurs d'électricité, à cause des intérêts à payer, elle est préférable à une augmentation de 5,34 %, estime Luc Boulanger.

« Ce qu'on recherche, ce sont des tarifs stables, prévisibles et compétitifs », a expliqué M. Boulanger au cours d'un entretien avec *La Presse Affaires*. Augmenter les tarifs de plus de 5 % détruira des emplois et fera fuir les investissements, prédit-il, en rappelant que les dirigeants d'Hydro-Québec se sont engagés publiquement à ne pas augmenter les tarifs de plus de 2 ou 3 %.

Une solution

Les comptes d'étalement tarifaire sont couramment utilisés par les en-

treprises réglementées mais pas de la façon dont Hydro veut le faire, est venu dire l'expert Marcel Boyer, qui représente deux groupes environnementalistes, Stratégies énergétiques et l'Association québécoise de lutte à la pollution atmosphérique.

Selon lui, Hydro ne veut pas étaler des dépenses exceptionnelles, qui justifieraient la création d'un compte d'étalement tarifaire, mais des dépenses courantes. « C'est emprunter pour payer l'épicerie », a-t-il illustré.

Hydro devrait plutôt réclamer ce qu'il lui en coûte vraiment pour provisionner sa clientèle, soit 5,34 % de plus que l'an dernier, pour donner le bon signal de prix et encourager les économies d'énergie.

« Des augmentations de plus de 5 % ne sont pas un phénomène rare dans le monde actuel », a plaidé l'économiste. « Les consommateurs sont habitués à réagir à des hausses de prix dans l'économie et ils ajus-

tent leur consommation en conséquence », a soutenu Marcel Boyer.

Il a dressé une liste de biens et services qui ont augmenté de plus de 5 % au cours des dernières années au Québec, dont les primes d'assurance des propriétaires (14,1 %), la viande (9,4 %) et le lait (9,8 %).

Selon Marcel Boyer, « plus tôt sera envoyé le vrai signal, moins coûteux sera l'ajustement nécessaire ».

Au contraire, pour les grands consommateurs d'électricité, il est justifié d'avoir recours à l'étalement tarifaire parce qu'Hydro-Québec est dans une situation exceptionnelle de pénurie qui l'oblige à s'approvisionner sur les marchés extérieurs, ce qui gonfle temporairement ses coûts. « La stratégie de lisser la hausse est la bonne dans ces cas-là », soutient Luc Boulanger.

Selon lui, la solution est peut-être d'étaler la hausse de tarifs sur quelques années, mais d'appliquer aux sommes dues à Hydro un taux

équivalent au coût du capital (soit actuellement autour de 5 %), plutôt que le taux de 8 % réclamé par Hydro-Québec.

Si tel est le cas, les intérêts à payer diminueraient de 868 millions à environ 400 millions, ce qui serait plus acceptable pour tout le monde, y compris les petits consommateurs d'électricité, soutient Luc Boulanger.

Jusqu'au 20 décembre

La Régie continue d'entendre les pour et les contre à la proposition de hausse de tarifs d'Hydro-Québec jusqu'au 20 décembre. La cause sera ensuite prise en délibéré et la décision de la Régie est attendue au plus tard à la mi-mars. La hausse de tarifs s'appliquera à partir du 1^{er} avril prochain.

Depuis la fin du gel des tarifs, la Régie a approuvé trois augmentations, soit 3 % au 1^{er} janvier 2004, 1,14 % au 1^{er} avril 2004 et 1,2 % au 1^{er} avril 2005.



PHOTO ISRAEL LEAL, AP

Pour la saison d'hiver, les réservations entre l'Amérique du Nord et le Mexique sont en baisse de 4 % par rapport à l'an dernier, notamment à cause du passage de l'ouragan *Wilma*, qui a ravagé la région de Cancun en octobre.

Dur hiver en vue pour Transat

MARIE TISON

L'hiver sera difficile pour Transat, aux prises avec les conséquences du passage de *Wilma* à Cancun et avec les prix élevés du carburant. Et l'été 2006 ne s'annonce pas tellement plus facile.

« Transat sera profitable en 2006, mais moins qu'en 2005 », a déclaré le président et chef de la direction de Transat, Jean-Marc Eustache, hier, au cours d'une téléconférence destinée aux analystes et aux journalistes.

Or, les résultats de l'exercice 2005, divulgués hier, sont déjà moins bons que ceux de l'exercice 2004.

Les revenus ont augmenté de 7,5 % pour atteindre 2,4 milliards de dollars en 2005. Toutefois, le bénéfice net a plongé de 23,4 % pour se fixer à 55,4 millions, soit 1,33 \$ par action sur une base diluée.

La direction de Transat a notamment attribué cette situation à la flambée des prix du carburant : les dépenses de Transat en frais de carburant ont augmenté de plus de 55 % en 2005 par rapport à 2004, passant de 128,1 millions à 199,4 millions. Une forte con-

currence, surtout entre le Canada et le Royaume-Uni, explique également la chute du bénéfice net.

Transat s'attend à ce que ces deux facteurs continuent à jouer en 2006.

« Lorsqu'on fait l'analyse de ce qui sera offert pour le Royaume-Uni l'été prochain, on voit qu'il y aura le même nombre de sièges, a indiqué M. Eustache. Ce sera encore un marché difficile. »

De façon plus immédiate, c'est surtout *Wilma* qui donne des maux de tête au grand patron de Transat. L'ouragan, qui a ravagé Cancun en octobre dernier, a oc-

L'ouragan *Wilma*, qui a ravagé Cancun en octobre dernier, a coûté cher à Transat

casionné des frais directs de 2 millions de dollars à Transat, notamment en frais de rapatriement de clients.

Les coûts indirects sont plus difficiles à déterminer, mais pourraient atteindre deux autres millions de dollars : Air Transat a diminué de moitié sa capacité en direction de Cancun jusqu'à la fin de la saison hivernale.

Pour la saison d'hiver, les réservations ont diminué de 4 % entre l'Amérique du Nord et le Mexique par rapport à l'an dernier, a déploré M. Eustache. Or, si les clients de Transat transitent par l'aéroport de Cancun, en général, ils passent leurs vacances sur la Riviera Maya, une région qui a été relativement épargnée par *Wilma*.

« Les gens ne réalisent pas que la région n'a pas été touchée, a déploré M. Eustache. Nous avons entrepris une campagne de publicité avec le gouvernement du Mexique pour faire savoir que la

Eustache. À Puerto Vallarta et Punta Cana, les bons hôtels sont presque tous réservés. » Il y a quelques semaines, Transat a fait savoir qu'elle investira près de 300 millions au cours des trois prochaines années pour réaliser son plan de développement, qui s'appuiera sur la croissance organique, les acquisitions, l'amélioration des marges et la pénétration de nouveaux marchés.

M. Eustache a indiqué hier que Transat visait notamment les États-Unis avec une acquisition en 2006. L'entreprise examine également la possibilité de prendre de l'expansion en Ontario et en Europe.

À plus long terme, elle regardera du côté de l'Amérique latine et de l'Asie.

L'action de catégorie A de Transat a perdu 3 cents hier pour clôturer à 17,92 \$, soit une diminution de moins de 0,2 %.

Nadi Tadros, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins, a fait observer que les résultats de Transat étaient légèrement supérieurs aux attentes, soit un bénéfice par action de 22 cents au quatrième trimestre, excluant les éléments extraordinaires. Les analystes s'attendaient à un bénéfice de 18 cents par action.

« Or, les bons hôtels se vendent rapidement, a voulu souligner M.

région est en bon état et qu'on y attend les visiteurs. »

Un autre facteur nuit à Transat : la tendance des clients à attendre jusqu'à la dernière minute pour réserver leurs forfaits afin de bénéficier de rabais. C'est une tendance qui se fait de plus en plus forte.

« Or, les bons hôtels se vendent rapidement, a voulu souligner M.

l'administration de Méthanor et qu'il « comprend et accepte cette démission ».

Ressources Méthanor entend combler le siège laissé vacant par ce départ au cours des prochaines semaines.

La poursuite de l'Autorité des marchés financiers contre Ghislain Morin n'est que la deuxième depuis sa création en février 2004 contre un administrateur de société pour une affaire de délit d'initié.

Poursuivi par l'AMF, Ghislain Morin démissionne

MICHEL BELLEMARE
PRESSE CANADIENNE

Quelques jours après avoir défrayé la chronique pour une affaire de délit d'initié, l'administrateur de sociétés minières Ghislain Morin démissionne du conseil d'administration de Ressources Méthanor.

Hier, dans un bref communiqué, la compagnie indique que M. Morin a annoncé lundi qu'il démissionnait « avec regret » de son

conseil « pour des raisons personnelles ».

La démission entraine en vigueur immédiatement.

Vendredi dernier, l'Autorité des marchés financiers (AMF) annonçait qu'elle intentait une poursuite contre Ghislain Morin devant la Cour du Québec dans le district judiciaire d'Abitibi.

L'Autorité a expliqué que les 2 et 3 mars 2004, M. Morin aurait vendu une partie des actions qu'il dé-

tenait de la société Ressources Allican alors qu'il était en possession d'informations privilégiées sur cette entreprise.

S'il est reconnu coupable, l'Autorité demandera qu'une peine de 52 163,50 \$ lui soit imposée.

Hier, le président du conseil d'administration de Ressources Méthanor, Serge Roy, a affirmé qu'il remercie personnellement M. Morin pour sa participation et sa contribution au sein du conseil

d'administration de Méthanor et qu'il « comprend et accepte cette démission ».

Ressources Méthanor entend combler le siège laissé vacant par ce départ au cours des prochaines semaines.

La poursuite de l'Autorité des marchés financiers contre Ghislain Morin n'est que la deuxième depuis sa création en février 2004 contre un administrateur de société pour une affaire de délit d'initié.

TERMINAUX MÉTHANIERES

Gaz Métro envisage d'approuver deux projets

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Gaz Métro a confié hier qu'elle jonglait avec un scénario prévoyant l'approbation de deux terminaux méthaniers au Québec, soit un près de Québec et l'autre à Gros-Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent.

La société en commandite aimerait aménager son propre port méthanier à Lévis. Le projet lancé il y a près de trois ans a été baptisé Rabaska.

Un autre projet semblable a été présenté par Petro-Canada et TransCanada Energy (TCE). Il serait situé à une centaine de kilomètres à l'est, à proximité de Rivière-du-Loup.

D'après le vice-président à la direction de Gaz Métro, Pierre Despars, il n'est pas impossible que ces terminaux conçus pour accueillir des navires transportant du gaz naturel liquéfié soient approuvés tous les deux. Et pour l'entreprise, la facture pourrait être salée. Il en coûterait en effet près de 1 milliard de dollars pour prolonger le gazoduc Trans Québec & Maritimes (TQM) et doubler sa capacité à certains endroits, a indiqué M. Despars au cours d'une conférence avec les analystes.

Gaz Métro est copropriétaire de cette infrastructure avec TransCanada Pipelines. Le gazoduc de 572 kilomètres relie Saint-Lazare, à l'ouest de Montréal, à Saint-Nicolas, en banlieue de Québec. Un embranchement va aussi de Lachenaie au Maine.

Pour l'instant, le gaz y circule d'ouest en est. Il faudrait inverser cette direction dans l'éventualité où un port méthanier serait construit, ce qui entraînerait des coûts mais poserait peu de difficultés techniques.

Gaz Métro préférerait que son projet soit le seul retenu. Il vient de recevoir l'appui de la population locale qui s'est exprimée par voie de référendum. Le processus d'évaluation environnementale devrait commencer sous peu et si tout se déroule comme prévu, les installations pourraient être inaugurées en 2010.

Les changements à apporter au réseau de transport seraient relativement mineurs, d'après Pierre Despars qui en évalue le coût à environ 70 millions.

Si seul Gros-Cacouna était approuvé, les investissements nécessaires atteindraient cependant 260 millions puisqu'il faudrait prolonger le gazoduc d'une centaine de kilomètres vers l'est.

Hier, M. Despars a rappelé que tous les scénarios présentaient des avantages pour Gaz Métro, qui tire la majorité de ses revenus de ses activités de distribution au Québec.

« Cela mettrait de la pression sur les prix » et pourrait faire grimper la consommation, a-t-il expliqué en substance.

Le gestionnaire n'est cependant pas certain qu'il y ait vraiment de la place pour deux terminaux concurrents dans l'est du Canada. « Hier, la part de Gaz Métro (GZM-U) a perdu 36 cents, à 20,32 \$, à la Bourse de Toronto.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Les échecs sont comme des genoux éraflés ; c'est douloureux, mais superficiel. »
— Ross Perot, homme d'affaires

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

		6	4	1			9	7
			2				4	
						3	2	5
	9		8		6		2	
		1					5	8
7		2						
		8	5				6	
			9					4
5				3	2	1		

Niveau de difficulté : MOYEN

0149

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	4	9	6	7	2	5	3	8
6	7	8	5	9	3	2	4	1
3	2	5	8	1	4	7	9	6
5	3	4	1	2	8	6	7	9
7	1	2	3	6	9	8	5	4
9	8	6	7	4	5	3	1	2
8	6	1	9	5	7	4	2	3
2	5	3	4	8	1	9	6	7
4	9	7	2	3	6	1	8	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0148



Horizon 2006

Jusqu'au 31 décembre, notre chronique quotidienne « Fin de séance » fait le point sur la Bourse canadienne et ses perspectives de croissance en 2006.

À l'aide d'une quarantaine de spécialistes, notre journaliste Réjean Bourdeau identifie les secteurs et les véhicules de placement les plus prometteurs.

CETTE SEMAINE :

Aujourd'hui
LE MONDE FINANCIER

Demain
L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vendredi
LES SERVICES PUBLICS

Samedi
LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

La semaine prochaine
 > **LES FONDS COMMUNS**
 > **LES FIDUCIES DE REVENU**
 > **L'ANALYSE TECHNIQUE**

Des industries à l'aéroport

SOLIM suite de la page 1

Le PDG de Solim a reconnu de son côté qu'après l'entente de principe, les avocats doivent rédiger le contrat en fonction des nombreuses contraintes juridiques du dossier. Ainsi, il reste 50 ans au bail emphytéotique de 99 ans attaché à ces terrains, mais il faudra minimiser les tracasseries pour convaincre des compagnies de s'y installer. ADM va faire l'inventaire final des terrains excédentaires, a déclaré Guy Gionet.

Christiane Beaulieu ne saurait préciser combien de millions de pieds carrés de terrains qu'on croit non contaminés deviendraient disponibles pour le développement. Mais une telle quantité, c'est déjà du jamais vu dans la région. « Il y en a beaucoup », a-t-elle dit, mentionnant qu'il y a peu de terrains disponibles ailleurs dans l'Ouest-de-l'île.

Même si seulement la moitié des

terrains d'ADM étaient libérés, ce serait déjà intéressant, a assuré Guy Gionet.

Au bout des nouvelles jetées et des aires frontalières et internationales de Montréal-Trudeau, l'aéroport possède une rangée de hangars qu'on pourrait déjà déplacer, pour agrandir les installations, a expliqué Christiane Beaulieu.

Le PDG de Solim a déploré que la demande soit si faible pour les immeubles de bureaux à Montréal, mais la formation de partenariats peut activer le développement du marché, selon lui.

ADM ne pourra permettre la construction d'immeubles en hauteur près de l'aéroport, a noté Christiane Beaulieu. Il faut « s'assurer en outre d'un développement ordonné, mais ces terrains seront intéressants pour certaines compagnies », croit la vice-présidente.

La société ADM doit de plus se ménager « une zone tampon le

long des pistes », a renchéri M^{me} Beaulieu. « Ottawa a délimité la configuration des terrains au cours des années 50, mais ADM devra agrandir ses installations, dont les hangars pour le cargo. Sur les terrains excédentaires de Montréal-Trudeau, Air Transat a par contre déjà construit son siège social. Avec Solim, il faut encore s'entendre sur les objectifs communs et le rythme de développement des terrains », a-t-elle souligné.

Montréal-Trudeau ne manque-t-il pas de terrains pour son développement ? « Non, la ville de Montréal est vraiment chanceuse car l'aéroport n'a pas à agrandir ses pistes. Montréal en a autant que l'aéroport Heathrow, de Londres, où le nombre de vols est au moins deux fois plus élevé », a conclu Christiane Beaulieu.

Selon l'économiste en chef de Desjardins, Gilles Soucy, le taux d'occupation des immeubles industriels est à un point d'équili-

bre actuellement, à un peu plus de 6 %. « La rareté des terrains représente le principal enjeu à l'essor industriel », écrivait M. Soucy au début du mois.

Résidences pour personnes âgées

Par ailleurs, Solim a aussi annoncé hier qu'il s'associait à Melior, une entreprise spécialisée dans les résidences pour personnes âgées.

En vertu d'un accord de partenariat, Solim poursuivra toutes ses activités de développement de complexes de résidences pour personnes âgées en collaboration

avec Développement Melior, filiale du groupe Melior.

Melior se voit en outre confier dès maintenant la gestion de trois complexes résidentiels pour personnes âgées que Solim possède à Montréal.

Selon les parties, cet accord permettra aux deux partenaires de construire, sur une superficie pouvant atteindre 3 millions de pieds carrés de terrains répartis dans la région métropolitaine et ses environs, de nombreux autres complexes d'habitation destinés aux aînés.

Avec la Presse Canadienne

Le huard franchit les 87 cents US

FED suite de la page 1

Cette ascension fut de courte durée.

Les cambistes trop entreprenants se sont vite fait mettre sous les yeux par leurs supérieurs une autre phrase du communiqué. Elle ne laisse aucun doute sur la volonté de la Fed de resserrer à nouveau les conditions de crédit afin de mater l'inflation.

« Le Comité estime que d'autres resserrements monétaires mesurés pourraient être nécessaires pour équilibrer les risques en faveur d'un équilibre entre une croissance économique durable et la stabilité des prix », y lit-on.

C'en était fait des poussées vertigineuses du huard.

« Il a sans doute atteint un sommet cette année avec cette envolée,

ajoute M. Barrière. Mais il devrait se reprendre durant l'hiver et se rapprocher des 90 cents US d'ici au printemps. »

Par la suite, le plupart des économistes le voient se replier quelque peu. Ils prédisent une détente des prix des commodités, en raison d'un ralentissement escompté de l'économie américaine dans la seconde moitié de 2006.

Pour le reste, bon nombre croient dans le sac une autre hausse de taux de la Fed, lors de la prochaine réunion de son Comité monétaire, le 31 janvier, la dernière présidée par Alan Greenspan.

« Par la suite, la souplesse du communiqué laisse une éventuelle porte de sortie en vue d'un arrêt du resserrement monétaire », interprète Francis Généreux, économiste au Mouvement Desjardins.

Le successeur de M. Greenspan, Ben Bernanke, aura donc les coudées franches pour établir sa propre politique monétaire. M. Généreux n'écarter pas un autre tour de vis par celui qui est encore conseiller du président George W. Bush.

Cette 13^e hausse de la Fed replace à un point de pourcentage l'écart entre son taux directeur et celui de la Banque du Canada. Prenant la parole lundi après-midi à Regina, le gouverneur David Dodge a réaffirmé que notre banque centrale ne pouvait avoir d'autre vue que celle de l'ensemble du pays quand elle établit sa politique monétaire. Comme le taux d'emploi est à son sommet historique, l'écart entre les taux canadien et américain ne pourra pas s'élargir.

Cela favorisera le huard, à terme.

Lacroix aussi a « perdu » de l'argent dans Norbourg

LACROIX suite de la page 1

Pour en revenir aux placements de M. Lacroix dans ses fonds communs, le détail de ses investissements est le suivant : Fonds Norbourg Actions — Situations spéciales : 247 000 \$; fonds Norbourg Débutures convertibles : 195 000 \$; fonds Norbourg Répartition tactique : 170 000 \$; fonds Norbourg Sociétés émergentes de croissance : 239 000 \$; fonds Norbourg Placements internationaux : 150 000 \$.

Or, les fonds Actions — Situations spéciales et Débutures convertibles ont été complètement pillés. Mais heureusement pour M. Lacroix, le fond Répartition tactique a encore 78 % des fonds qui devraient y être.

Mais le vrai coup de chance est du côté de Sociétés émergentes de croissance et de Placement internationaux, qui sont intacts.

Il reste donc 526 600 \$ à M. Lacroix dans ses comptes au comptant. Sans compter les 6000 \$ qu'il lui reste des 20 000 \$ placés dans un compte REER.

À noter que ces quatre fonds relativement intacts sont de tout petits fonds d'un million de dollars ou moins.

Mais M. Lacroix a peu de chances d'être parmi ceux qui recevront des chèques en 2006, quand seront distribués aux investisseurs l'argent qui reste dans les fonds pillés. L'Autorité des marchés financiers du Québec a déposé lundi une requête visant à exclure M. Lacroix et d'autres suspects dans l'affaire Norbourg.

Par ailleurs, la Cour supérieure du Québec a statué hier que l'Autorité des marchés financiers aura le statut d'intervenant dans la pétition de faillite personnelle qui pèse sur M. Lacroix.

Revenu Québec a demandé il y a quelques semaines à la cour de mettre M. Lacroix en faillite personnelle, ce à quoi ce dernier s'oppose.

L'AMF a obtenu en vertu de la décision d'hier le droit d'intervenir sur une éventuelle disposition des actifs personnels de M. Lacroix, y compris son argent dans les fonds communs Norbourg.

En outre, dans un de ses articles d'hier, l'auteur de ces lignes a fait deux erreurs de prénoms. Le juge de la Cour supérieure qui doit décider comment sera distribué l'argent restant dans les 29 fonds communs du Groupe Norbourg se nomme Robert Mongeon. L'avocat représentant M. Lacroix dans sa contestation de sa mise en faillite personnelle se nomme Bernard Gravel.

700
Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

À VENDRE
2 bâtisses commerciales situées à Longueuil (près de l'autoroute 30)
Plusieurs locataires - 3A - Baux de 2 à 5 ans
Rev. nets avant intérêts et amortissement : 300 000 \$ - Potentiel d'amélioration et d'agrandissement pour un revenu net avant intérêt et amortissement : 365 000 \$ - Comptant minimum 1 000 000 \$ Intermédiaires s'abstenir. Inf: 450-656-3032

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)
FINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE SANS PREUVE DE REVENUS
Intelligence hypothécaire
514-993-6629

800
Avis

801 AVIS LEGAUX

Avis est donné que le budget 2006 et le programme triennal d'investissements 2006-2007-2008 seront présentés pour adoption lors d'une assemblée spéciale spéciale du Conseil municipal qui se tiendra le jeudi 22 décembre 2005 à 18 heures, au 4998 de Maisonneuve Ouest, à Montréal.
Claire Robinson
Greffière

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION VOLONTAIRE
AVIS est donné que **CANASSURANCE**, Compagnie d'assurances Générales Inc. incorporée en vertu de la Partie 1 de la Loi sur les Compagnies (L.R.Q. c. C-38) et de la Loi sur les assurances (L.R.Q. c. A-32) et ayant son siège social au 550, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 1B9 demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies.
Tous les droits, titres, intérêts, engagements et obligations de la compagnie ont été pris en charge et leur paiement assuré par Canassurance Compagnie d'assurance.
Montréal, ce 13 décembre 2005.
Le May et associés, procureurs de la compagnie
R850

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **LES CONSULTANTS INGENITECH INC.** a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises.
Mercredi le 14 décembre 2005.
R850

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **GESTION LÉANDRE PARÉ INC.**, demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Services Corporatifs PME Abitibi
R850

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **9135-6626 QUÉBEC INC** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Services Corporatifs PME Abitibi
R850

800
Avis

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **9103 5246 QUÉBEC INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
R850

AVIS est donné par les présentes que **SOCIÉTÉ COMMERCIALE ARCANÉ INC. / ARCANÉ TRADING INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission d'obtenir sa dissolution.
Date: le 13 décembre 2005
Les procureurs de la compagnie,
DeGrandpré Chait
R850

AVIS est par la présente donné que **PIERRE BÉDARD INC.**, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre, conformément aux dispositions de la Loi sur les Compagnies.
Yvan Bédard, président
R850

AVIS est par les présentes donné que **MALIK INC.** constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (Québec) et ayant son siège social au 11555 St-Evariste, app 301, Montréal, Québec. H4J 2N6, demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
R850

PRENEZ AVIS que la compagnie **2745 2770 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 37 Brock Nord Montréal-Ouest, H4X 2E9 a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises.
R850

PRENEZ AVIS que la corporation **ASSOCIATION DES MARCHANDS DU CENTRE COMMERCIAL LE BOULEVARD** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Montréal, le 13 décembre 2005
Les procureurs de la compagnie,
Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.
R850

PRENEZ AVIS que la société **9042-1488 QUÉBEC INC** constituée selon la partie 1A de la loi sur les compagnies et opérant sous la raison sociale "TEVEL", demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
Ville St-Laurent, le 13 Déc. 2005
R850

PRENEZ AVIS que **Marc Magendie** dont l'adresse du domicile est le 2830 De Dosquet, Laval a déclaré au directeur de l'état civil être le père d'Ambrine Sophia Coulombe née le 17-05-2005 à LaSalle et fille de Nathalie Coulombe. En conséquence le soussigné requiert du directeur de l'état civil qu'il inscrive son nom comme père de Ambrine Sophia Coulombe dans l'acte de naissance de cette dernière et dont le nom de famille sera modifié pour se lire comme suit: Coulombe-Magendie. Prenez en outre avis que toute objection d'un tiers à la présente doit être notifiée aux déclarants, à l'enfant mineur âgé de quatorze ans ou plus et au directeur de l'état civil au plus tard dans les vingt jours de la dernière publication d'un avis de cette déclaration.
R850

Depuis 40 ans
SOL'EX
VOYAGES D'AFFAIRES
1965-2005 40 ans
Le voyage d'affaires... c'est notre expertise!
Au service des entreprises depuis 1965, experts en voyages corporatifs et forfaits vacances.
6796, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2S 3C7
Tél. : 277-5252 Téléc. : 272-4006
5596, rue Jean-Talon Est
Saint-Léonard (Québec) H1S 1L9
Tél. : 253-1342 Téléc. : 253-2604
<http://www.sol-ex.com> courriel : info@sol-ex.com
Pour renseignements et cotations, communiquez avec **Sol'ex** sans engagement ni frais.
3328119

EN BREF

Perte trimestrielle pour Clarington

Le gestionnaire de fonds communs de placement Clarington, qui passera vraisemblablement sous le contrôle de l'Industrielle Alliance dans les prochaines semaines, a fait part hier de pertes nettes de 800 000 \$ pour le quatrième trimestre et de 4,6 millions de dollars pour l'ensemble de l'exercice. Ces résultats se comparent à des pertes de 3,1 millions pour le quatrième trimestre de l'année dernière et de 1,3 million pour l'ensemble de l'exercice 2004. La direction de Clarington a précisé que son résultat net est affecté par sa décision de prendre en compte les commissions reportées sur les ventes de fonds communs. Cette mesure, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier, s'est traduite par la comptabilisation d'une somme totale de 80,8 millions, qui sera amortie sur une période de trois ans. Si on exclut cet élément ainsi que le financement de sa dette, Clarington rapporte que son bénéfice d'exploitation a bondi de 128 % pour le quatrième trimestre, atteignant 10,6 millions. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice d'exploitation est en hausse de 26 %, à 37,2 millions. Le cours de l'action de Clarington a clôturé en hausse de 2 cents à la Bourse de Toronto, à 14,97 \$. Presse Canadienne

Baisse du bénéfice de Sobeys

Sobeys, qui exploite au Québec la bannière IGA, a déclaré hier un bénéfice en baisse de près de 3 % au deuxième trimestre. Cette diminution est attribuable à l'augmentation des coûts de l'entreprise, qui ont annulé une progression de ses ventes. Le bénéfice du trimestre terminé le 5 novembre a atteint 45,8 millions de dollars, ou 70 cents par action, en baisse comparativement aux 47,2 millions, ou 72 cents par action, déclarés l'année dernière par Sobeys, deuxième chaîne de supermarchés au Canada. Les ventes du trimestre ont augmenté à 3,22 milliards, en hausse de 8,5 % par rapport à la somme de 2,97 milliards annoncée il y a un an — tandis que les revenus des magasins comparables ont progressé de 3,6 %. Les analystes avaient prévu un profit de 76 cents par action, avant les charges non récurrentes, a indiqué Thomson Financial. Hier, le titre de Sobeys (SBY) a gagné 42 cents à 37,39 \$ à la Bourse de Toronto. Presse Canadienne

Alcan renonce à vendre au Valais

Alcan, deuxième producteur d'aluminium au monde, a interrompu les pourparlers concernant la vente d'une aluminerie à Steg, en Suisse, à un groupe dirigé par Albert Bass, en raison d'inquiétudes soulevées par la question de l'approvisionnement en électricité. Une décision à propos de cette usine, qui peut fabriquer 44 000 tonnes métriques d'aluminium par année, sera prise en janvier, a précisé hier la compagnie montréalaise. Les pourparlers avec le groupe d'investisseurs ont commencé au début d'octobre dernier. Les conditions proposées par les fournisseurs d'électricité se traduiraient par des « pertes substantielles dans un avenir prévisible », a indiqué le groupe de M. Bass, du Valais, en Suisse. Le contrat de l'aluminerie passé avec les fournisseurs d'électricité se termine en décembre, a précisé Alcan. L'électricité forme environ le tiers du coût du raffinage de l'aluminium. Bloomberg et PC

Bombardier fera d'autres trains belges

Bombardier Transport, en consortium avec Alstom Transport, a obtenu une commande pour 90 voitures additionnelles M6 à deux niveaux de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB). La valeur totale du contrat est d'environ 199 millions de dollars américains, et la part de Bombardier s'élève à 108 millions US. Bombardier a indiqué hier qu'il s'agit de la deuxième commande de suivi d'un contrat visant 210 voitures à deux niveaux attribué en 1999. Les premières options pour 70 véhicules ayant été exercées en 2004, la nouvelle commande porte le nombre total de voitures à deux niveaux commandées par la SNCB à 370. La SNCB prévoit utiliser les nouveaux trains sur les principaux axes de transport menant à Bruxelles. L'usine de Bombardier Transport à Bruges, en Belgique, sera responsable de la fabrication complète des 18 véhicules pilotes, ainsi que de l'assemblage final des 72 voitures remorques, tandis que la fabrication des bogies sera confiée à l'usine de Bombardier à Crespin, en France. Presse Canadienne

Affaire Mount Real: Mike Bossy démissionne

FRANCIS VAILLES

L'ex-joueur de hockey Mike Bossy a démissionné du conseil d'administration de l'entreprise Réseau financier iForum, a appris *La Presse Affaires*.

La nouvelle a commencé à circuler en début de semaine, mais la démission de Mike Bossy remonte à la mi-novembre. L'ex-vedette des Islanders de New York siégeait au conseil d'administration de iForum depuis octobre 2000, indique la circulaire de direction de l'entreprise.

Réseau financier iForum est inscrit à la Bourse de croissance TSX. Ses deux principales filiales ont été vendues, récemment, dans la foulée de l'affaire Mount Real. Selon l'Autorité des marchés financiers (AMF), des représentants de iForum auraient vendu des certificats garantis de Mount Real en contravention de la loi. Aujourd'hui, les investisseurs sont

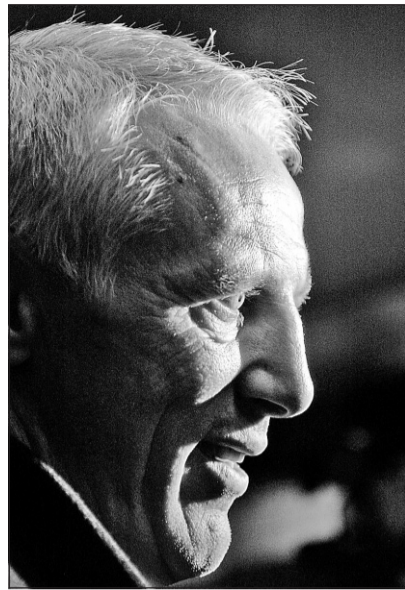


PHOTO ALAIN ROBERGE. LA PRESSE ©

Mike Bossy

incapables de récupérer leur argent, dont le montant s'élève globalement à 65 millions de dollars.

Joint au téléphone, Mike Bossy affirme que son engagement pour l'entreprise était très limité. Il siégeait comme administrateur et ne recevait aucune rémunération pour son travail. « Rien n'est venu à mes oreilles. Je ne pouvais pas me douter de ce qui s'en venait », a dit M. Bossy.

Le prolifique marqueur dit être entré au conseil d'administration à la demande du président Joseph Pettinicchio. Il a été mis en contact avec M. Pettinicchio par une connaissance commune. Joseph Pettinicchio et Mike Bossy étaient également membres du même club de golf, à Rosemère.

Chez iForum, Mike Bossy siégeait au comité de vérification depuis trois ans, indique les circulaires de direction de l'entreprise. Curieusement, toutefois, Mike Bossy ne savait pas qu'il occupait cette fonction. « Je n'étais pas au courant », a-t-il dit au téléphone. Au conseil d'administration, le comité de vérification est celui qui

s'assure de la conformité des états financiers de l'entreprise.

Selon nos informations, il ne resterait plus que Joseph Pettinicchio et Donald Harvey comme administrateur de iForum. Les autres démissionnaires sont Pierre Lefebvre et Wanda Dorosz.

Le ministre épeluche le rapport

Rappelons que les deux filiales Services financiers iForum et Valeurs mobilières iForum ont été respectivement vendues à Great-West compagnie d'assurance-vie et à l'Industrielle Alliance.

Par ailleurs, l'administrateur externe de la Corporation Mount Real a remis son rapport au ministre des Finances, Michel Audet, lundi. La firme Raymond Chabot Grant Thornton y dresse l'état préliminaire des fonds. Elle fait également certaines recommandations au ministre, qui doit se prononcer incessamment sur le dossier. Il n'a pas été possible d'obtenir le rapport.

Voyagez léger. Partez avec votre bureau.



BlackBerry 7250^{MC}

49,99 \$*

(avec un contrat de 3 ans)



BlackBerry 7520^{MC}

à la puissance MIKE^{MD}

99,99 \$*

(avec un contrat de 3 ans)



Treo^{MC} 650 de Palm^{MD}

299,99 \$

(avec un contrat de 3 ans)



Audiovox^{MC} 6600

349,99 \$

(avec un contrat de 3 ans)



UTStarcom^{MC} 6700

399,99 \$

(avec un contrat de 3 ans)

Vos affaires en évolution^{MC}. Visitez telusmobilite.com/affaires



le futur est simple^{MD}

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Solutions Affaires TELUS Mobilité
1 888 940-2617
wbscentre.tm@telus.com

Montréal
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
(514) 989-9952

Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 4
(514) 384-4447
Communications MOBILENET Inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
(514) 788-5080
Direct.Com
2553, boul. Henri-Bourassa
(514) 381-3490
Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
(514) 421-9889

Laval
Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
(450) 682-3888
Digital Radio Communication inc.
1811, boul. Curé Labelle
(450) 973-3443
Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon
(450) 492-1748

RÉGIONS
Beloil
Cellulaire +
559, boul. Laurier
(450) 446-8895
Blainville
Digital Radio Communication inc.
9, boul. de la Seigneurie
(450) 419-4444

Candiac
D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier
(450) 635-6111
Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau
(450) 671-0605
Repentigny
Technicom
346, rue Notre-Dame
(450) 582-0085

Saint-Jean-sur-Richelieu
Majestech inc.
855, ch. du Grand-Bernier Nord,
local 100
(514) 990-0547
Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval
(450) 649-2525

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
(450) 773-6621
Saint-Laurent
D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
(514) 904-5888
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu
(514) 339-1130

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2005. Prix nets en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. *Cette offre s'adresse aux clients qui mettent leur appareil en service avec un contrat de 3 ans et qui optent pour un forfait combiné Web, courriel et voix d'une valeur minimale de 80 \$/mois. Le prix et la disponibilité des appareils peuvent varier. Les familles BlackBerry et RIM de marques, d'images et de symboles apparentés sont la propriété exclusive et sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Research In Motion Limited. Palm est une marque de commerce exploitée par palmOne, Inc. Audiovox est une marque de commerce déposée d'Audiovox Corp. Tous les autres noms de marque et de produit mentionnés appartiennent à leur propriétaire respectif. Le logo Mike, le futur est simple et Vos affaires en évolution sont des marques de commerce de TELUS Corporation. © 2005 TELUS Mobilité.

Copie illégale de logiciels: le doux crime de 8 milliards...



ALAIN MC KENNA
TECHNO.BIZ
COLLABORATION SPÉCIALE

Le piratage informatique, ou la copie illégale de logiciels, est un vol jugé acceptable par six Québécois sur 10, affirme une étude réalisée cet automne par Léger Marketing. À l'approche des Fêtes, la période la plus lucrative pour les marchands de jeux et de logiciels, c'est une bien mauvaise nouvelle. Un cadeau empoisonné, à tout le moins.

Les statistiques publiées sur le sujet démontrent que le Canada est un leader du piratage de logiciels. À l'échelle globale, la proportion de logiciels acquis illicitement est de 35 %. Aux États-Unis, elle est de 21 %. Au Canada, selon l'Alliance canadienne contre le vol de logiciels (ACCVL), 36 % des logiciels sont

piratés, ou obtenus sans en avoir acquitté le coût d'achat.

Les consommateurs canadiens qui aimeraient justifier cette attitude en faisant état des économies qu'ils en tirent ne réalisent peut-être pas qu'ils nuisent à l'industrie canadienne des technologies de l'information et des communications (TIC) plus qu'autre chose, croit la présidente de l'ACCVL, Jackie Farmulak.

« Un taux de piratage moins élevé signifierait plus d'emplois pour les travailleurs des TIC, mais aussi beaucoup plus d'opportunités d'innovation pour le Canada, dit-elle. Il va sans dire que les revenus fiscaux qu'on en tirerait aideraient le gouvernement canadien à financer des services d'intérêt public. »

14 000 emplois

L'ACCVL, qui a fait quelques petits calculs pour illustrer la question, en arrive à la conclusion que, si l'on réduisait du tiers le piratage de logiciels au pays, l'industrie locale des TIC empocherait 8,1 milliards de dollars de plus par année, et serait tentée de créer jusqu'à

14 000 nouveaux emplois pour satisfaire à la demande croissante. Ce serait tout un cadeau de Noël à faire aux technos !

Pour le gouvernement, ce sont des revenus fiscaux équivalant à 2,3 millions de dollars qui n'entrent pas dans les coffres. C'est cette statistique qui permet aux gens de l'industrie de demander

Cette « meilleure protection » comprend, selon IDC et l'ACCVL, des lois nationales conformes aux obligations de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), une meilleure coopération transfrontalière de prévention du piratage et davantage de sensibilisation du public.

Les statistiques publiées sur le sujet démontrent que le Canada est un leader du piratage de logiciels.

du gouvernement qu'il adopte une approche plus pertinente dans ce dossier.

« La réduction du piratage donne des résultats concrets, comme l'accroissement du financement pour l'éducation et les soins de santé, ainsi qu'une plus grande croissance économique en général », va jusqu'à conclure le chercheur John Gantz, d'IDC, cabinet d'analyse spécialisé dans les TIC. « Il y a des bénéfices positifs quantifiables pour les pays qui possèdent une meilleure protection du droit d'auteur », ajoute-t-il.

Copier c'est voler

Aux yeux des Québécois, le vol de logiciels effectué par téléchargement, sur Internet, ou par la copie d'un disque compact est un menu larcin incomparable au vol de la boîte contenant le logiciel, sur l'étalage d'un commerce. À l'opposé, les gens interrogés par Léger Marketing condamnent immédiatement ce second geste : 97 % des répondants trouvent inacceptable le vol d'un logiciel en magasin, 94 % jugent intolérable la vente de copies illégales et 90 % trouvent inacceptable de

travailler pour une entreprise qui utilise des logiciels piratés.

Il y a là un problème de perception que l'ACCVL aimerait bien pouvoir faire disparaître. « Copier un logiciel équivaut à le voler », résume Raymond Snow, porte-parole de l'organisme. « Il faut réaliser que le piratage informatique peut avoir de graves conséquences », tant pour l'économie locale que pour les gens pris à faire un tel délit.

Blâmer les consommateurs et le gouvernement pour leur attitude inappropriée face au piratage informatique, n'est-ce pas une façon de se décharger d'un problème qui, finalement, est l'affaire de l'industrie, avant tout ? Dans un intéressant rapport publié la semaine dernière, l'Agence française pour le jeu vidéo (AFJV) en arrive à la même conclusion. « L'industrie doit faire plus en ce qui a trait aux actions tangibles à court terme, afin de prévenir le

vol », peut-on y lire. L'AFJV pense finalement que l'industrie doit étudier ce qui influence les consommateurs à choisir ces « canaux de distribution illégaux ». « L'étude des habitudes de téléchargement dans le marché gratuit *illégal* pourrait amener à découvrir de nouveaux modèles d'affaires fascinants, pour des occasions commerciales réelles », conclut-elle.

COURRIEL

Pour joindre notre collaborateur : alain.mckenna@lapresse.ca

Les bénéfices de HP seront supérieurs aux prévisions

BLOOMBERG

Hewlett-Packard (HP), plus important fabricant d'imprimantes et deuxième vendeur de micro-ordinateurs (PC) au monde, a fait savoir hier que ses bénéfices de 2007 seront supérieurs aux prévisions des analystes du fait que la compagnie réduit ses coûts et travaille à améliorer ses marges de profit.

Les ventes d'imprimantes et de micro-ordinateurs augmenteront de 4 % à 6 % au cours de l'exercice 2007 et les revenus de la vente de serveurs et de dispositifs de stockage croîtront également au même rythme, a précisé hier à des analystes Robert Wayman, directeur financier de Hewlett-Packard, au cours d'une réunion de la compagnie à New York. Le bénéfice dégagé au cours de l'exercice 2007 sera de 2,12 \$US par action, comparativement à l'estimation moyenne de 2,09 \$US de 21 analystes sondés par Thomson Financial.

Pour sa part, le PDG de Hewlett-Packard, Mark Hurd, a soutenu hier qu'il continuera à réduire les coûts pour hausser les profits et à faire en sorte que les employés assument davantage de responsabilités quant aux résultats. Hewlett-Packard diminue ses dépenses pour compenser les réductions de prix sur les PC

et les imprimantes après avoir perdu des ventes aux mains de Dell, qui vend des machines moins chères. Le mois dernier, Hewlett-Packard a annoncé la suppression de 15 300 emplois, ce qui lui permettra d'épargner 1,9 milliard US par année.

« Nous avons beaucoup de choses à faire pour rendre cette compagnie aussi performante qu'elle peut l'être, à mon avis, à long terme », a déclaré hier M. Hurd, 48 ans, qui s'est adressé aux analystes financiers pour la première fois depuis qu'il est devenu patron de la compagnie le 1^{er} avril dernier. « Il y a manifestement des occasions qui se présentent à nous pour faire mieux », a-t-il ajouté.

D'ici l'exercice 2007, Hewlett-Packard prévoit augmenter sa marge de profit au sein de sa division de PC pour qu'elle atteigne 3 ou 4 %. Au cours du dernier trimestre, la compagnie a été en mesure de courtiser la clientèle qui reprenait le chemin des études en proposant des ordinateurs à bas prix, ce qui lui a permis de plus que doubler les bénéfices de sa division des PC, à 200 millions US. Au quatrième trimestre, les marges de profit sont passées à 2,8 %, un sommet en deux ans et une amélioration par rapport à 1,2 % un an plus tôt.



Jeffery Allen jette un coup d'oeil à un ordinateur au magasin Best Buy de Wyomissing, en Pennsylvanie. Le détaillant a fait savoir hier qu'il avait subi une baisse de 6,8 % de son bénéfice au troisième trimestre.

Best Buy dépense trop

BLOOMBERG

Best Buy, plus important détaillant américain de produits électroniques, a fait savoir hier qu'il avait subi une baisse de 6,8 % de son bénéfice au troisième trimestre.

La compagnie a ajouté que des dépenses « d'un niveau inacceptable » affecteraient les résultats du quatrième trimestre. Le titre de l'entreprise a connu sa pire dégringolade en plus de trois ans, perdant près de 12 %, à 43,94 \$US, à New York.

Le bénéfice net du troisième trimestre a baissé à 138 millions de dollars américains, ou 28 cents US par action, comparativement à 148

millions US, ou 30 cents US par action, un an plus tôt. Les ventes au cours des trois mois terminés le 26 novembre dernier ont grimpé de 10 %, à 7,34 milliards US, a précisé hier Best Buy, de Richfield, au Minnesota. Le bénéfice a été inférieur aux prévisions des analystes.

Les dépenses ont fait un bond de 289 millions US au moment où la compagnie a embauché 2500 travailleurs pour son service de soutien technique. La compagnie a indiqué que ses coûts pourraient croître plus rapidement que ses profits au moment où le PDG, Brad Anderson, a entrepris de rénover des magasins.

« Nous avons trop investi dans

certaines activités de transformation, a admis M. Anderson dans un communiqué. Les dépenses ont atteint un niveau inacceptable. Nous évaluons nos dépenses pour augmenter le rendement et nous allons éliminer des activités. »

Les ventes de Best Buy ont présenté une croissance moyenne de 14 % au cours des 10 derniers trimestres. En octobre dernier, Best Buy avait fait savoir que les coûts liés au passage des ouragans *Katrina* et *Rita* allaient réduire le bénéfice du troisième trimestre de 2 cents US par action, ce qui avait ramené la prévision de profits de la compagnie à 30 cents US par action.



**Paul Juhos nommé
Président Directeur Général
de Beckman Coulter
Canada**



Paul Juhos

FULLERTON, Californie — (le 22 novembre 2005) — Beckman Coulter, Inc. (NYSE:BEC) annonce aujourd'hui la nomination de Paul Juhos au poste de président directeur général de Beckman Coulter Canada. Paul fait partie de l'équipe Beckman Coulter depuis 1993.

Dans son nouveau rôle, Paul sera responsable de toutes les opérations canadiennes de l'entreprise, comprenant les divisions de biorecherche et de diagnostic clinique.

Depuis ses débuts chez Beckman Coulter, Paul a occupé plusieurs postes avec des responsabilités de plus en plus importantes. Jusqu'à tout récemment, il occupait le poste de directeur des opérations pour la division de diagnostic clinique. Paul a plus de 15 ans d'expérience dans ce domaine.

« Paul s'est démarqué par son travail exceptionnel durant les 10 dernières années. Il a sans cesse contribué à l'augmentation des ventes et des revenus dans le marché canadien du diagnostic clinique et il a fait ses preuves comme leader dans notre organisation », a déclaré Elias Caro, vice-président exécutif, opérations commerciales mondiales de diagnostic clinique et biorecherche de Beckman Coulter.

Paul détient un diplôme d'études collégiales (DEC) en technologie de laboratoire médical du Collège de Rosemont et en sciences de la santé du Collège Édouard-Montpetit. Il a aussi étudié en microbiologie et immunologie à l'université McGill. Paul demeure à Montréal, Québec, Canada.

Beckman Coulter, Inc. est le leader dans la fabrication d'instruments de tests biomédicaux, de tests et de fournitures qui simplifient et automatisent les procédés de laboratoires. Couvrant tous les aspects de tests médicaux, de recherche médicale innovatrice et essais cliniques, les 200 000 systèmes installés de Beckman Coulter procurent les informations biomédicales essentielles afin d'améliorer les soins de santé à travers le monde. La société, basée à Fullerton en Californie, a déclaré en 2004 des ventes annuelles de 2,4 milliards de \$ dont 64 pour cent de ce montant a été généré par la vente de fournitures, de trousseaux d'analyses et de services professionnels. Pour de plus amples renseignements, visitez le www.beckmancoulter.com

AVIS DE NOMINATION



Kenneth W. Kukkonen
Vice-président, ventes • Régimes d'épargne et de retraite collectifs
La Compagnie d'assurance Standard Life du Canada

Monsieur Anthony J. Cardone, premier vice-président, régimes d'épargne et de retraite collectifs, la Compagnie d'assurance Standard Life du Canada, a le plaisir d'annoncer la nomination de **M. Kenneth (Ken) W. Kukkonen**, au poste de **vice-président, ventes, régimes d'épargne et de retraite collectifs**.

Dans ses nouvelles fonctions, Ken sera responsable de l'expansion et de la gestion du réseau national de vente au sein de la division des régimes d'épargne et de retraite collectifs de la Standard Life. Il dirigera l'évolution de la stratégie commerciale à l'échelle nationale, ce qui solidifiera davantage la position de la Standard Life dans le marché sans cesse grandissant des régimes d'épargne et de retraite. Il aura son bureau au siège social de Montréal et il verra à la gestion des trois centres régionaux des ventes situés à Montréal, à Toronto et à Calgary.

Ken occupait le poste de directeur des ventes, région du centre, à la Standard Life depuis 2004 et il compte plus de vingt années d'expérience en développement des affaires et en gestion des ventes pour les produits et services de retraite au Canada. Avant de se joindre à la Standard Life, Ken a occupé des postes de gestionnaire et de cadre supérieur au sein de plusieurs importantes compagnies d'assurance et de technologie. Sa connaissance approfondie du marché canadien des régimes de retraite, en plus de son grand savoir-faire en planification stratégique et en gestion des relations, ont largement contribué à sa sélection pour ce poste clé.

La Compagnie d'assurance Standard Life du Canada et ses sociétés affiliées gèrent un actif de 36,1 milliards \$ (au 30 septembre 2005) et fournissent une vaste gamme de produits et de services financiers à plus de 1,2 million de particuliers, compte tenu des participants des régimes d'assurances et de retraite collectifs. En 2004, le revenu-primaires et les dépôts ont atteint 4,6 milliards \$. (www.standardlife.ca)



Microsoft et MCI s'allient pour la téléphonie sur Internet

AGENCE FRANCE-PRESSE

REDMOND — Microsoft et la compagnie de téléphonie américaine MCI ont annoncé hier une alliance pour fournir des services de téléphonie par Internet qui permettront aux utilisateurs d'appeler à partir de leurs ordinateurs.

Dans un communiqué commun, Microsoft et MCI, qui vient de fusionner avec Sprint, autre exploitant de télécommunications américain, ont précisé que les utilisateurs pourront se servir des services de messagerie instantanée Windows Live Messenger pour placer des appels « vers virtuellement n'importe quel téléphone ».

Selon Microsoft, Windows Live Messenger compte plus de 185 millions d'utilisateurs et MCI offrira des services de VoIP (Voice over Internet Protocol) pour faire des appels.

LA PRESSE AFFAIRES

Reprise des ventes de véhicules neufs

RUDY LE COURS

Kyoto ? Connais pas.
 Au Québec du moins, hôte pourtant de la conférence de l'ONU sur le réchauffement. Les ventes d'autos ont bondi de 11,2 % dans la société distincte en octobre, au moment où le prix de l'essence à la pompe est revenu à des niveaux moins usuraires, après la flambée de septembre. La hausse des ventes est la plus forte en volume de tout le Canada où l'augmentation du nombre de véhicules sortis des salles de montre s'élevait à 3,3 %, un chiffre néanmoins plus élevé que la prévision moyenne des experts. « La plus grande partie de la hausse provenait de l'amélioration des ventes de camions », observe Statistique Canada.
 Par camions, l'agence fédérale entend les fourgonnettes, les VUS, les camions légers et lourds, les fourgonnettes et les au-

tobus. On comprend aisément que, sur les 3801 camions de plus vendus au cours du mois, la part du lion ne revienne pas aux camions et aux autobus.

Au cours du mois, les concessionnaires québécois ont augmenté de 3405 le nombre de leurs véhicules vendus. Si l'agence fédérale ne peut départager sur une base provinciale les voitures des camions, le bond à l'échelle canadienne des ventes de ces derniers n'a pu exclure le Québec.

Deux mois déprimants

Cela est d'autant plus vrai que les ventes de véhicules étaient en baisse pour le troisième mois d'affilée dans les quatre provinces de l'Ouest, terres de prédilection du *pick-up*.

Leur part du marché s'élevait à 46 % au cours du mois. Mince consolation, cela reste moins élevé que le sommet de près de 50 % atteint en juillet. Aux États-Unis

où au moins un adulte sur quatre est obèse, six véhicules sur 10 sur la route sont des grosses cylindrées gourmandes.

Le rebond des ventes en octobre fait suite à deux mois de fortes déprimés qui ont coïncidé avec la fin des rabais des constructeurs pour écouler leur trop-plein de modèles 2005 et la poussée des prix de l'essence par suite des ouragans qui ont balayé le golfe du Mexique où sont concentrés puits de pétrole et raffineries.

Statistique Canada a aussi indiqué que des renseignements préliminaires donnent à penser que les ventes de véhicules neufs ont continué de se redresser en novembre. Depuis un an cependant, elles restent en repli de 1,6 % par rapport à celles de la période précédente, dans l'ensemble du Canada à cause des fortes chutes d'août et de septembre.

Le repli atteint toutefois 0,3 % seulement au Québec.

Calatrava de Patek Philippe



PATEK PHILIPPE
 GENEVE
 Fondez votre propre tradition.

Exclusif chez:

KAUFMANN de SUISSE
 BIJOUX ET MONTRES • DEPUIS 1954

2195 RUE CRESCENT, (près de Sherbrooke), (514) 848-0595
 MONTREAL

www.kaufmannsuisse.ca

3367563A

BUREAU D'ASSISTANCE

APPEL DE : FABRICANT DE VÉLOS DE COURSE
 TALONNÉ PAR DE NOUVEAUX CONCURRENTS

PROBLÈME : A déjà été en tête du peloton, mais est en perte de vitesse face à des marques plus jeunes, plus spécialisées. Doit réagir plus rapidement aux besoins des clients et lancer de nouveaux modèles pour ne pas se faire dépasser par les concurrents. Budget serré.

SOLUTION : Une solution abordable de gestion du cycle de vie des produits de la gamme Solutions Express^{MC} IBM qui peut réduire le temps d'accès au marché. Et l'aide d'un fournisseur local de solutions (certifié IBM) avec de l'expérience en conception et un esprit compétitif.

Besoin d'aide? Visitez ibm.com/helpdesk/ca/fr



TAILLE DE L'ENTREPRISE

Signature : Marie-Hélène Cartier

AFFAIRES À LA DEMANDE



CONNAISSANCE

LOCALE

PERSPECTIVE

NATIONALE



RAY & BERNDTSON

Vancouver
Calgary
Toronto
Ottawa
Montréal
Halifax
St. John's

LE POUVOIR
DU LEADERSHIP

WWW.RAYBERNDTSON.CA

VOUÉ À L'EXCELLENCE DU SERVICE

Chef de la direction

Hydro Ottawa Limitée, le deuxième plus grand distributeur municipal d'électricité de l'Ontario, distribue l'électricité dans la ville d'Ottawa, capitale canadienne et principal centre de la haute technologie au pays. Avec l'objectif d'offrir un service efficace, sécuritaire et à faible coût à tous ses consommateurs, Hydro Ottawa touche, chaque jour, la vie de chaque résident de la ville, de chaque entreprise et de toutes les personnes qui visitent Ottawa.

Dans ce poste supérieur important, vos aptitudes et vos valeurs de dirigeant toucheront également chacun des 500 employés d'Hydro Ottawa qui servent cette collectivité de 275 000 clients avec réceptivité et dynamisme. À titre de Chef de la direction, vous avez l'entière responsabilité des pertes et profits de la compagnie. En plus d'assurer le leadership stratégique,

vous devrez fixer des objectifs financiers et opérationnels, diriger les priorités opérationnelles, susciter de nouvelles initiatives et établir des politiques et des pratiques. Vous devrez déterminer le ton et le rythme de l'entreprise, une tâche qui revêt une grande importance. Les valeurs véhiculées vont guider votre personnel dans leurs contacts quotidiens avec les clients et entre collègues de travail.

Grâce à votre expérience de direction dans des services d'utilité publics ou dans un domaine connexe, vous avez excellé en gestion générale au sein d'une entreprise réglementée et syndiquée. Vous avez assuré le recours à la technologie afin d'augmenter la valeur de l'entreprise, vous avez réussi à amener le changement au sein d'une entreprise complexe, vous avez institué l'approche client et vous avez servi les actionnaires avec mérite. Hydro



Ottawa vous offre l'occasion de démontrer à quel point un leadership solide et un engagement envers la collectivité peuvent servir les intérêts des employés, des clients et de l'exploitant : la Ville d'Ottawa. Le bilinguisme n'est pas essentiel mais sera considéré comme un atout.

Pour profiter de cette occasion afin d'aider à bâtir un organisme exceptionnel du secteur des services essentiels, veuillez communiquer avec Jim Harmon ou Ron Robertson à notre bureau d'Ottawa au (613) 749-9909 ou veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à jim.harmon@rayberndtson.ca



RAY & BERNDTSON

Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

LA SANTÉ PAR LE SAVOIR

Vice-président, Application des connaissances

À titre de responsable du Portefeuille de l'application des connaissances aux **Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)**, vous devrez, en collaboration avec les 13 instituts, le conseil d'administration, le président et l'équipe de haute direction des IRSC :

- assurer un leadership national dans la création, la mise en œuvre et l'évaluation d'initiatives d'application des connaissances innovatrices et intégrées conçues pour améliorer la santé des Canadiens et renforcer le système de santé du Canada;
- promouvoir, avec les gouvernements fédéral et provinciaux, l'application et la diffusion efficaces de la recherche pour améliorer la santé et les services de santé;
- appuyer et évaluer les initiatives de changement conçues pour assurer l'utilisation optimale des résultats de la recherche par les praticiens, les influenceurs des politiques et les planificateurs des programmes dans les secteurs de la santé et secteurs connexes au profit des Canadiens;

- obtenir l'engagement des organismes bénévoles, du secteur privé et des autres intéressés, au Canada et à l'étranger, qui ont des buts et des intérêts complémentaires dans les initiatives d'application des connaissances;
- faire avancer la recherche portant sur les stratégies d'application des résultats de la recherche sur ce qui fonctionne pour améliorer la santé et les soins de santé.

Le candidat idéal sera reconnu pour ses réalisations dans le domaine de l'application des connaissances en relation avec la santé, et ses idées et ses actions innovatrices ayant influé sur les programmes, les pratiques et les politiques de santé; fera preuve de leadership et aura une expérience de gestion dans des organisations complexes; saura communiquer efficacement dans les deux langues officielles, et aura une solide compréhension de la santé, de la recherche en santé et du système de santé canadien.

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) ont été établis en 2000 afin d'exceller, selon les normes internationales reconnues d'excellence scientifique, dans



la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé et de renforcer le système de santé au Canada. Leur vision est de faire du Canada un chef de file mondial dans la création et l'utilisation des connaissances en effectuant des recherches en santé qui profitent aux Canadiens et à la population mondiale.

Pour plus de détails sur cette occasion d'emploi, veuillez communiquer avec Michelle Richard ou Melanie Serjak à notre bureau d'Ottawa, au (613) 742-3219, ou envoyer votre curriculum vitae en toute confiance à melanie.serjak@rayberndtson.ca. Les IRSC souscrivent au principe de l'équité en matière d'emploi et encouragent la diversité dans le milieu de travail. Le masculin est employé à titre générique afin d'alléger le texte et désigne autant le féminin que le masculin.



RAY & BERNDTSON

Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

3367446A

Faire carrière chez Desjardins



Un monde de possibilités

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E)
GESTION DES AVOIRS

Caisse Desjardins de Rimouski

La Caisse Desjardins de Rimouski vous donne la possibilité de mettre à profit vos talents et de vous investir dans un milieu dynamique où vous serez constamment appelé(e) à relever de nouveaux défis. Avec un volume d'affaires de près d'un milliard, la Caisse Desjardins de Rimouski dessert 35 823 membres dans ses 4 centres de services et assure une implication constante dans son milieu.

Le défi
Vous assisterez le Directeur services conseils dans la mise en oeuvre et le suivi du plan d'affaires de la Caisse ainsi que dans l'élaboration et la mise en application des plans d'actions de votre équipe. Vous orienterez, dirigerez, mobiliserez et développerez une équipe de professionnels (planificateurs financiers, conseillers finances personnelles, agents services financiers) qui se démarque par ses compétences, principalement dans la gestion privée, l'approche portefeuille, les valeurs mobilières, l'offre de stratégies de placement, etc. Vous vous assurez que l'équipe effectue une offre complète, intégrée et de qualité répondant aux besoins de la clientèle (portefeuille de plus de 50 000 \$) en utilisant les services offerts par la Caisse et les filiales. Vous établirez des indicateurs de performance, notamment sur la gestion des ventes et en effectuerez la gestion pour votre équipe tout en respectant les normes de qualité de service établies. Vous superviserez et réaliserez différents processus, opérations, pratiques exigées dans les politiques cadres de conformité. Vous animerez, mobiliserez et coacherez votre personnel dans une perspective de développement des compétences, d'engagement et de responsabilisation.

Le profil
Titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires et un certificat en planification financière, vous comptez quatre années d'expérience en conseils financiers aux particuliers dont une année en gestion ou coaching d'activités de vente de produits et services financiers. Orienté(e) vers les clients et axé(e) sur les résultats, vous avez une excellente connaissance des politiques, des lois, des normes et de la déontologie relatives au fonctionnement de la Caisse et du Centre de financement aux entreprises (CFE).

Capable de prendre des décisions de qualité et de gérer les priorités, vous avez la capacité de mobiliser les employés ainsi que de constituer, développer et gérer des équipes performantes.

Pour soumettre votre candidature
Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent le faire avant le 20 décembre 2005 à l'adresse suivante:
Manon Lamontagne
Directrice ressources humaines
Caisse Desjardins de Rimouski
100, rue Julien-Réhel, C.P. 880
Rimouski (Québec) G5L 7C9
Télécopieur : (418) 721-2960
Courriel : manon.k.lamontagne@desjardins.com



Soyez à l'affût des nouvelles perspectives d'emploi en visitant régulièrement le www.desjardins.com et voyez les nombreuses autres possibilités d'avenir s'offrant à vous.

Conjuguer avoirs et être

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi. Seules les personnes sélectionnées seront contactées.

Faire carrière chez Desjardins



Un monde de possibilités

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT
SERVICES CONSEILS

Caisse Desjardins de Rimouski

La Caisse Desjardins de Rimouski vous donne la possibilité de mettre à profit vos talents et de vous investir dans un milieu dynamique où vous serez constamment appelé(e) à relever de nouveaux défis. Avec un volume d'affaires de près d'un milliard, la Caisse Desjardins de Rimouski dessert 35 823 membres dans ses 4 centres de services et assure une implication constante dans son milieu.

Le défi
Vous assisterez le Directeur services conseils dans la mise en oeuvre et le suivi du plan d'affaires de la Caisse ainsi que dans l'élaboration et la mise en application des plans d'actions de votre équipe. Vous orienterez, dirigerez, mobiliserez et développerez une équipe de professionnels qui se démarque par ses compétences, principalement dans le financement aux particuliers et dans l'offre de stratégies de placement. Vous assurerez la responsabilité de la gestion des ventes en effectuant le suivi des objectifs fixés. Vous contribuerez également au développement des affaires de la Caisse. De plus, vous superviserez la réalisation des différents processus, activités et pratiques exigées dans la politique cadre de conformité. Vous assurerez une gestion saine et prudente du crédit en respectant le cadre légal, les normes et les pratiques en vigueur. Vous participerez également à la gestion du recouvrement.

Le profil
Titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires ou dans un domaine connexe, vous comptez quatre années d'expérience en conseils financiers aux particuliers dont une année en gestion ou coaching d'activités de vente de produits et services financiers. Orienté(e) vers les clients et axé(e) sur les résultats, vous avez une excellente connaissance des politiques, des lois, des normes et de la déontologie relatives au fonctionnement du service aux particuliers de même que des normes et des pratiques de crédit, des techniques d'évaluation d'une demande de financement ainsi que des procédures opérationnelles. Capable de prendre des décisions de qualité et de gérer les priorités, vous avez la capacité de mobiliser les employés, de développer leurs compétences et de constituer des équipes performantes.

Pour soumettre votre candidature
Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent le faire avant le 20 décembre 2005 à l'adresse suivante:

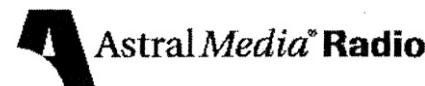
Manon Lamontagne
Directrice ressources humaines
Caisse Desjardins de Rimouski
100, rue Julien-Réhel, C.P. 880
Rimouski (Québec) G5L 7C9
Télécopieur : (418) 721-2960
Courriel : manon.k.lamontagne@desjardins.com



Soyez à l'affût des nouvelles perspectives d'emploi en visitant régulièrement le www.desjardins.com et voyez les nombreuses autres possibilités d'avenir s'offrant à vous.

Conjuguer avoirs et être

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi. Seules les personnes sélectionnées seront contactées.



DIRECTEUR(TRICE)
PROMOTIONS ET MARKETING
MARCHÉ DE QUÉBEC

Supérieur immédiat:

Directeur général

Responsabilités:

- Développe et exécute le plan annuel du service de la mise en marché Énergie et RockDécente pour le marché de Québec;
- Développe des concepts publicitaires originaux et dominants pour les deux stations;
- Développe les projets de produits dérivés;
- Élabore les stratégies de mise en marché publicitaires et promotionnelles pour chacun des produits;
- Gère le budget marketing des stations Énergie et RockDécente de la région de Québec;
- Développe des associations avec les partenaires médias dans le marché de Québec;
- Assure la gestion des relations de presse;
- Développe et encadre une équipe de travail qualifiée et motivée pour l'atteinte des objectifs.

Compétences requises:

- Formation en marketing ou l'équivalent;
- Minimum de 5 ans d'expérience pertinente dans l'industrie des médias;
- Expérience radio souhaitable;
- Expérience en gestion d'équipe de travail;
- Bilinguisme;
- Leadership et diplomatie. Aptitudes pour la communication interpersonnelle et le travail d'équipe;
- Capacité d'analyse, créativité, dynamisme, ouverture d'esprit et souci du détail.

Veuillez postuler directement sur notre site
www.groupeperspective.com, poste 2390 à l'attention de Monique Lafleur, avant le 30 décembre 2005.

Bureau 300, 1135, chemin Saint-Louis
Québec (Québec) G1S 1E7
Tél.: (418) 681-4700
Télé.: (418) 681-4190

GROUPE PERSPECTIVE
Cadres et professionnels

Nous contacterons les candidats sélectionnés seulement. Le genre masculin a été employé dans le seul but d'alléger le texte.

Canada's Research-Based Pharmaceutical Companies **R&D** Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D)
L'association nationale représentant plus de 22 000 hommes et femmes qui travaillent pour le compte de plus de 50 compagnies de recherche pharmaceutique au Canada, recherche une personne dynamique qui possède une passion pour la pensée créatrice et l'obtention des résultats.

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura une connaissance approfondie des enjeux fédéraux, provinciaux et territoriaux sur les différentes questions liées à l'industrie pharmaceutique et au secteur de la santé, et mettra en lumière les approches potentielles pour chacun d'eux — et ce d'un point de vue stratégique et opérationnel.

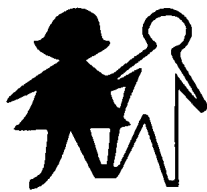
Travaillant à Ottawa, le (la) candidat(e) retenue sera notamment responsable de diriger l'élaboration d'une stratégie et la réalisation d'activités des enjeux fédéraux, provinciaux et territoriaux liées au secteur de la santé, siéger sur des comités internes clés, suivre l'évolution de problématiques aux niveaux fédéral, provinciaux et territoriaux, diriger des projets visant à assurer la réalisation de la stratégie et des objectifs globaux de Rx&D, et émettre des recommandations sur la conception et l'élaboration de stratégies précises concernant les enjeux fédéraux, provinciaux et territoriaux en matière de santé.

La description détaillée du poste est affichée sur le site www.canadapharma.org

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature à:

Paul Dresch
Directeur, Finances et administration
Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D)
55, rue Metcalfe, bureau 1220, Ottawa (Ontario) K1P 6L5
Télé.: (613) 236-6861
Courriel: pdresch@canadapharma.org

Nous remercions à l'avance toutes les personnes qui poseront leur candidature. Nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées.



Association québécoise
des troubles d'apprentissage

« J'ai bûché très fort
pour réussir mes
études... j'apprenais
différemment! »

www.aqeta.qc.ca



POSTE DE DIRECTEUR DE LA FISCALITÉ CANADIENNE

Chef de file mondial dans la distribution de produits électroniques, Future Électronique est le troisième plus grand vendeur de composants au monde. Créée en 1968, l'entreprise est devenue l'une des plus importantes entités de l'industrie de la distribution de produits électroniques. L'entreprise compte plus de 4 500 employés répartis dans 220 bureaux et fait des affaires dans 35 pays à l'échelle mondiale. Le site Web de la société Future Électronique se trouve à l'adresse suivante: www.futureelectronique.com.

Relevant du Directeur de la Fiscalité Mondiale, vous serez responsable des impôts corporatifs canadiens. Votre expérience sera aussi mise à contribution pour de la recherche, des projets spéciaux et l'analyse des changements législatifs. Vous êtes C.A. avec une solide expérience en fiscalité corporative canadienne.

Nous offrons une rémunération concurrentielle ainsi qu'une gamme d'avantages sociaux.

Le poste est situé au siège social à Pointe-Claire.

Si le défi vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae par courriel à l'attention de Marien Gulyas (marien.gulyas@future.ca) ou par télécopieur au numéro: (514) 428-8473.

3367446A

3367233

3367581

PORTRAIT DE CAROLINE BÉRUBÉ

La femme-orchestre



SOPHIE COUSINEAU
LE MONDE
DES AFFAIRES

Caroline Bérubé devrait s'allonger sur un canapé, les pieds surélevés. Mais le repos prolongé, en fait le repos tout court, très peu pour elle.

Mardi dernier, dans une petite salle bondée d'un hôtel du centre-ville de Montréal, elle expliquait de sa petite voix à des entrepreneurs québécois le b. a.-ba des affaires en Chine. Comment s'incorporer. Comment ouvrir un bureau de représentation sans se perdre dans le dédale administratif. Comment protéger sa technologie et sa marque de commerce des griffes de son sous-traitant. Bref, comment ne pas se faire rouler.

Enceinte jusqu'aux oreilles, Caroline Bérubé arrivait de rencontrer un client à La Tuque. Elle était déjà en retard pour un meeting à Saint-Bruno. Et elle devait ensuite reprendre la route de Québec, pour discuter politique

« Tous les entrepreneurs québécois qui viennent en Chine devraient faire un saut à Canton. La ville est méconnue et mésestimée. »

étrangère avec la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. Pour les vacances dans la Belle Province, on repassera...

Samedi, cette avocate de 30 ans est rentrée chez elle, à Canton ou, si vous préférez, Guangzhou, capitale de la province de Guangdong, dans le sud de la Chine. À cinq semaines de sa date d'accouchement, elle était déjà à la limite de se faire interdire l'entrée dans un avion.

Et ce n'est pas son dernier voyage. Elle préférerait ne pas accoucher à Canton, mais à Hong Kong. En attendant le jour J, toutefois, elle ne se voit pas poireauter dans un appart-hôtel de cette ville avec sa gamine. Aussi regarde-t-elle du côté de Singapour.

Non seulement c'est moins cher (3000 \$US plutôt que 15 000 \$US, avis aux intéressées), mais elle pourra travailler jusqu'à la toute fin, à partir des bureaux de son ancien cabinet. En plus, elle retrouvera ses anciens copains de l'Université nationale de Singapour, où elle a étudié le droit commercial chinois.

C'est d'ailleurs à Singapour que cette fille de Cap-Rouge a rencontré pour la première fois son mari, Éric Bouchard, de Sainte-Foy! Cet ancien salarié du géant industriel français Bouygues est chef de la direction financière pour l'Asie du groupe allemand Herrenknecht, spécialisé dans la machinerie de creusement de tunnels.

Si Caroline Bérubé hésite à accoucher en Chine, ce n'est pas parce qu'elle considère les Chinois de haut. Elle travaille depuis trois ans dans un cabinet d'avocats en Chine. Pas pour un bureau canadien ou américain qui a une antenne à Pékin ou à Shanghai, mais bien pour une firme chinoise, Trust Law Firm. Sur les 120

ciés. Sa clientèle d'entreprises de l'industrie de luxe était aux prises avec des problèmes de contrefaçon.

Puis, à la fin de 2002, une firme britannique, Watson Farley & Williams, l'a recrutée. Là, elle travaillait à des dossiers de fusions et d'acquisitions ou encore à des financements de navires construits sur des chantiers maritimes chinois par des institutions japonaises.

Comme avocate, elle devait souvent confier une partie du travail à des avocats chinois. « La qualité du travail était *so so* », dit-elle. Elle devait faire l'examen de l'état des lieux, le *due diligence* en bon français, à partir d'informations qui, souvent, n'avaient même pas été vérifiées. « Plutôt que de sous-traiter, je me suis dit que j'irais au coeur du problème », raconte-t-elle.

Après s'être renseignée, elle a identifié trois firmes chinoises de bonne réputation et cogné à leurs portes. Elle a choisi celle avec laquelle elle avait le plus d'atomes crochus. Trois avocats chinois formés dans de grandes écoles aux États-Unis y travaillent. Cela facilite la communication et... la compréhension, d'autant plus que, de son propre aveu, elle baragouine le chinois.

Caroline Bérubé adore son travail à Guangzhou, même si elle trouve que les Chinois sont parfois brouillons. En Chine, les avocats ne sont pas uniquement responsables de la rédaction de contrats, qui n'ont souvent pas plus de deux pages. Ils voient aussi à leur application.

« C'est beau de faire des contrats, mais encore faut-il qu'ils soient respectés. Le partenaire chinois a-t-il mis les sous? Le transfert de propriété a-t-il été fait? C'est là que les vrais problèmes sortent », raconte cette fille d'entrepreneur qui adore le côté affaires de sa pratique.

Même si elle est une capitale, avec son vieux quartier colonial aux avenues bordées d'arbres, dans l'île de Shamian, sur la rivière des Perles, Canton est une



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Caroline Bérubé doit accoucher dans environ cinq semaines, mais cette avocate native de Cap-Rouge continue de mener sa carrière à fond de train, de La Tuque à Singapour, en passant par Canton et Montréal.

ville d'affaires. Cette spécialiste du meuble et de l'aluminium, entre autres, suit les autres métropoles du Guangdong telles que Shenzhen, la coqueluche de l'industrie du high-tech. Voilà pourquoi cette province, qui a vu naître les premières zones économiques spéciales, est surnommée la manufacture de la planète.

Curieusement, plusieurs des entreprises québécoises qui participaient à la mission économique de Jean Charest en Chine, fin septembre, ont préféré ne pas s'y rendre en compagnie de Claude Béchard, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Ils ont écourté leur séjour après les escales de Pékin et de Shanghai. Ce que Caroline Bérubé s'explique mal.

Peu d'entreprises québécoises sont implantées à Canton. Le con-

traste avec les entreprises françaises est frappant aux yeux de Caroline Bérubé, même si celui-ci s'explique par des raisons historiques, la France ayant eu une concession à Shamian. Ainsi, l'avocate québécoise compte autant de clients français que de clients canadiens.

« Tous les entrepreneurs québécois qui viennent en Chine devraient faire un saut à Canton, dit-elle. La ville est méconnue et mésestimée. »

Son frère Maxime Bérubé l'a fait et s'y est installé. Cet ingénieur travaille pour Jade, des consultants pour PME qui veulent s'implanter en Chine. Comme quoi l'amour de Canton est contagieux.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : sophie.cousineau@lapresse.ca

LA PRESSE CARRIÈRES ET PROFESSIONS cyberpresse.workopolis.com



Quand le *désir* de DÉCOUVRIR se donne des ailes.

Venez découvrir une façon de vivre unique au monde... une nouvelle manière d'enseigner... la beauté des paysages de la Baie-James... un endroit où votre contribution sera substantielle, sans compter ce que vous en retirerez.

La Commission scolaire crie dispense des services éducatifs du préscolaire au secondaire, ainsi qu'aux adultes, en cri, en français et en anglais, dans neuf communautés. Joignez-vous à notre équipe et investissez-vous dans une expérience qui changera votre vie.

Directeur(trice)

École James Bay Eeyou – Chisasibi

Relevant du superviseur des écoles, vous serez responsable de la gestion pédagogique de l'ensemble des programmes et des ressources d'une école primaire et secondaire conformément aux responsabilités définies par la Commission scolaire crie. Cet emploi comporte l'application et la réalisation des objectifs de l'école, le respect des politiques, des règlements et des instructions qui concernent l'école et la participation à l'établissement et à la mise en œuvre de la programmation des activités éducatives et pédagogiques. Vous devrez entretenir de bonnes relations entre la communauté et l'école en voyant à ce que les parents soient régulièrement informés des progrès de leurs enfants et des services éducatifs offerts par l'école. La gestion et l'évaluation du personnel de l'école relevant de votre autorité, la réglementation de la régie interne de l'école et toute autre tâche ou fonction assignée par la Commission ou le superviseur des écoles sont également des fonctions clés.

Pour ce poste régulier à temps plein, un brevet d'enseignement du Québec et un baccalauréat ou une formation qui requiert au moins 16 ans de scolarité dans un champ d'études pertinent sont requis. Avoir de l'expérience en administration ou en enseignement dans un milieu autochtone est habituellement aussi demandé et le bilinguisme (anglais et français) est essentiel. La capacité de parler cri constitue un atout. Vous devez également posséder un diplôme universitaire de 2^e cycle en administration scolaire et 5 ans d'expérience dans un emploi d'enseignant(e) ou de professionnel(le), ou à titre de stagiaire-cadre, dont au moins 3 ans comme enseignant(e). Le salaire annuel varie entre 64 091 \$ et 83 317 \$ conformément au Règlement sur les conditions d'emploi du personnel cadre des écoles, incluant les avantages nordiques.

Pour en savoir davantage sur notre monde fascinant et sur les postes disponibles chez nous, visitez notre site Web.

Faites parvenir votre curriculum vitae, avant le 19 décembre 2005, accompagné d'une copie de votre permis ou brevet d'enseignement, en spécifiant le numéro de concours CHI-1383, au Service des ressources humaines, Commission scolaire crie, 203, rue Main, Mississini (Québec) G0W 1C0. Télécopieur : 418.923.2073. Courriel : ktessier@cs Cree.qc.ca

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.



Commission scolaire crie

www.cs Cree.qc.ca

LAPRESSEAFFAIRES.COM

ENTREPRISE À VENDRE ?

NOUS AVONS 15 000 ACHETEURS

Vous avez mis plusieurs années à développer votre entreprise. Quelle que soit la raison pour laquelle vous la vendez, vous désirez en tirer le maximum de valeur, le plus rapidement possible et cela en toute confidentialité. En moins d'un an, Acqzition.biz a constitué le plus important et le plus efficace réseau d'acheteurs et de vendeurs d'entreprises et de commerces.

ACQUIZITION.BIZ FAIT LE BONHEUR DES VENDEURS... ET CE N'EST PAS NOUS QUI LE DISONS !

« J'ai vendu mon entreprise grâce à l'affichage sur Acqzition.biz. J'ai trouvé mon acheteur après seulement 3 jours de publication sur Acqzition.biz et j'ai même pu choisir mon acheteur ! »

Nicolas Lescault,
Performance Informatique
Drummond

« J'ai vendu mon entreprise dans un délai de deux mois à partir de la première journée d'affichage sur Acqzition.biz. J'ai reçu exactement 45 appels d'acheteurs pour ma franchise Subway. J'ai donc pu sélectionner l'acheteur idéal. »

Richard F.
propriétaire Subway

LA CONFIDENTIALITÉ SUR INTERNET, C'EST POSSIBLE !

Vous contrôlez tout ce qui est affiché. Pas besoin de divulguer l'identité de l'entreprise; il suffit de faire valoir les points les plus importants concernant l'occasion qui se présente. De plus, notre système de communication sécurisé protège vos renseignements.

EFFICACE ● ABORDABLE ● CONFIDENTIEL

POUR PARLER À UN CONSEILLER,
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334

Acqzition.biz

Cascades coupe à Montréal

PRESSE CANADIENNE

KINGSEY FALLS – Cascades a annoncé hier d'autres licenciements dans la foulée de la fermeture d'une des deux lignes de presse de son usine de transformation de boîtes pliantes de Montréal.

La mesure, qui vise à maintenir la rentabilité de l'établissement en 2006, entraîne le licenciement de 61 employés et la mise à pied temporaire de 26 travailleurs.

Éric Laflamme, président et chef de l'exploitation du groupe carton plat de Cascades pour l'Amérique du Nord, a fait savoir dans un communiqué que la compagnie allait essentiellement fermer d'une part une des deux lignes de presse et, d'autre part, maximiser la ligne restante qui, en raison d'une technologie de pointe, offre un meilleur rendement.

Cascades prévoit ainsi maintenir, malgré une réduction probable de la demande, la rentabilité de l'usine en 2006.

La compagnie évalue à 2 millions les frais associés à cette réorganisation et s'attend, en retour, à des économies annuelles d'environ 3,5 millions.

La direction de Cascades a rencontré l'ensemble du personnel de l'usine hier pour lui faire part des changements qu'implique cette restructuration.

Plan de restructuration

La semaine dernière, Cascades avait annoncé une réduction de 25 % de l'effectif de son usine de Saint-Jérôme.

Cette décision se traduit par la suppression d'une centaine d'emplois et s'inscrit dans le cadre de la dernière étape du processus de restructuration de sa division des papiers fins.

Deux semaines plus tôt, l'entreprise avait fait part de son intention de fermer son usine de Thunder Bay, en Ontario.

Dans ce cas, ce sont 375 emplois qui disparaîtront en janvier.

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

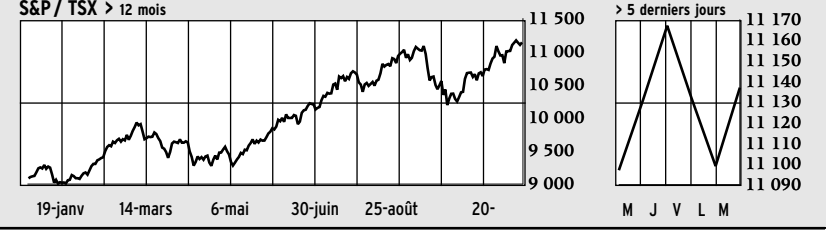
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	4,28	0,16	3,88	-48,18	1 884	8,36	3,48
▲ ACE Aviation (ACE.RV)	✓	37,75	0,40	1,07	6,19	3 822	43,03	30,25
Addenda Capital (ADV)		33,00	0,20	0,61	33,87	388	33,00	17,00
▲ Aeterna (AEZ)		5,67	0,12	2,16	-24,40	262	7,90	4,85
Alcan (AL)	✓	47,65	-0,05	-0,11	-9,26	17 663	53,55	34,86
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	22,85	-0,15	-0,65	28,73	4 617	23,67	15,91
Astral Media (ACM.NV.A)		30,80	0,13	0,42	-5,46	1 699	35,09	30,05
Axcan Pharma (AXP)		17,70	-0,10	-0,56	-23,97	809	25,15	13,97
Banque de Montréal (BMO)	✓	62,56	-0,45	-0,71	8,31	31 294	63,83	53,05
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	32,30	0,15	0,47	34,19	761	33,45	22,51
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	58,93	0,58	0,99	18,91	9 767	64,00	47,70
Banque Royale du Canada (RY)	✓	86,45	-0,41	-0,47	34,55	55 951	93,00	62,08
BCE (BCE)	✓	26,76	-0,13	-0,48	-7,47	24 814	33,00	26,45
▲ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	2,65	0,12	4,74	11,35	4 636	3,66	1,87
▼ Cambior (CBI)		2,93	-0,03	-1,01	-8,72	804	3,46	1,94
Cascades (CAS)		9,58	0,08	0,84	-28,51	774	13,95	7,35
CN (CNR)	✓	91,85	0,56	0,61	25,70	24 889	95,71	66,81
Cogeco (CGO.SV)	✓	22,25	-0,20	-0,89	-0,71	366	29,85	21,00
▲ Conjuchem (CJC)		0,90	0,03	3,45	-78,57	43	5,72	0,51
Corporation Financière Power (PWF)	✓	32,25	0,00	0,00	0,81	22 730	35,50	29,70
Domtar (DTC)	✓	6,90	0,03	0,44	-52,41	1 593	14,74	4,70
▲ Emergis (EME)		4,35	0,25	6,10	19,51	406	4,55	2,52
▲ Garda (GW)		14,71	0,30	2,08	75,96	372	15,00	6,50
▲ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	8,65	0,10	1,17	8,13	3 723	8,90	6,59
Groupe Canam (CAM/SV.A)		7,15	0,04	0,56	34,15	303	7,60	4,50

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
▲ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	73,50	0,75	1,03	26,72	3 703	79,39	54,76
Groupe TVA (TVA.NV.B)		15,95	-0,04	-0,25	-21,58	432	23,00	15,20
▼ Labopharm (DDS)		6,95	-0,08	-1,14	71,61	300	7,20	2,50
▲ Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC.SV.A)	✓	12,20	0,30	2,52	-28,66	3 192	22,36	11,61
Les Industries Dorel (DII.SV)	✓	26,75	-0,01	-0,04	-35,28	879	46,79	26,66
Les Vêtements de Sports Gildan (GIL)	✓	49,00	0,45	0,93	140,20	2 938	49,90	19,69
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	28,43	0,23	0,82	3,40	2 265	29,82	26,55
▲ Mega Bloks (MB)	✓	27,17	1,17	4,50	42,63	864	28,05	17,45
Metro (MRU.SV.A)	✓	31,43	0,27	0,87	30,31	3 596	36,00	22,51
▲ Molson Coors (TAP.NV)	✓	76,33	1,13	1,50	-14,46	6 506	98,28	71,05
Neurochem (NRM)	✓	14,78	-0,14	-0,94	-30,38	552	25,50	8,50
Nortel (NT)		3,47	-0,03	-0,86	-16,59	15 043	4,73	2,85
Novelis Inc. (NVL)		21,47	-0,07	-0,33	-25,97	1 589	34,88	18,57
Power Corp. du Canada (POW.SV)	✓	30,35	0,06	0,20	-2,10	13 631	33,82	28,22
Quebecor (QBR.SV.B)	✓	25,10	-0,03	-0,12	-3,05	1 617	33,10	24,11
Quebecor World (IQW.SV)	✓	17,50	0,09	0,52	-32,17	2 290	30,20	16,45
▼ Reitmans (RET.NV.A)		16,52	-0,23	-1,37	15,52	1 169	19,50	12,38
▲ Rona (RON)	✓	22,70	0,36	1,61	11,28	2 597	27,10	19,51
▲ Saputo (SAP)	✓	34,25	0,50	1,48	-5,57	3 601	39,75	33,11
▼ Téléystème Mobiles Int. (TIW)		0,02	-1,18	-98,74	-99,15	3	2,83	0,01
▼ Tembec Inc. (TBC)		1,46	-0,13	-8,18	-79,75	125	7,50	1,45
Transat AT (TRZ.B)		17,92	-0,03	-0,17	-25,64	720	28,70	15,90
▲ Transcontinental (TCL.SV.A)	✓	19,44	0,24	1,25	-16,60	1 737	28,07	18,58
Uni-Select (UNS)		29,00	-0,25	-0,86	2,11	567	30,50	26,49
▲ Van Houtte (VH.SV)		20,44	0,44	2,20	-0,54	437	23,48	18,49

▲> Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$: Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	11 101,75	11 179,72	11 096,05	11 137,44	0,34%	23,30%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 770	GAINS	766	PERTES	791	INCHANGÉES	213
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	11 207,33	8 952,79	346	343			

SOUS-INDICES			SOUS-INDICES		
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	181,00	-0,49	Prod. consom. discr.	99,82	-0,13
Matériaux de base	184,55	0,19	Services de télécom.	74,90	-0,39
Énergie	332,24	5,25	Prod. consom. de base	187,05	0,41
Produits industriels	86,11	1,23	Service publics	212,88	0,83
Tech. de l'information	27,00	0,06	Soins de santé	52,13	0,22

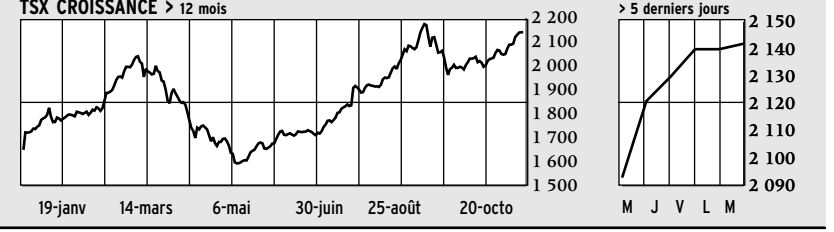
AUTRES INDICES CANADIENS			AUTRES INDICES CANADIENS				
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	627,00	1,55	0,25	S&P / TSX Moyen. Cap.	757,75	6,01	0,79
S&P / TSX Petites cap.	668,05	3,67	0,55	DJ Can. Titans (40)	1 634,09	3,78	0,23

LES 10 PLUS ACTIFS			LES 10 PLUS ACTIFS				
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
NORTEL NETWORKS	5801724	3,47	-0,03	ABITIBI-	4187413	4,28	0,16
BOMBARDIER INC 'B'	5794341	2,65	0,12	BEMA GOLD CORP	3868098	3,17	-0,19
KINROSS GOLD CORP	4908581	9,46	-0,02	LUKE ENERGY LTD	3819327	4,79	0,29
CONNACHER OIL & PROVEDIENT ENERGY	4430914	3,76	-0,22	ENCANA CORP	3752538	59,00	0,27
	4396256	13,60	0,28	BCE INC	3673713	26,76	-0,13

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN \$				
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
LINDSEY MORDEN	13000	4,00	33,33	E-I FINANCIAL CORP	5645	535,00	35,00
ATNA RESOURCES	1678752	2,17	19,23	HUSKY ENERGY INC	872102	61,39	2,49
GRANDE CACHE	1920130	2,45	17,79	CANADIAN CP HOLDERS	1915	146,80	2,08
LIQUIDATION WORLD	89788	3,87	14,84	TALISMAN ENERGY	2124363	61,90	1,90
SEMIOSSYS	3300	6,25	14,68	NIKO RESOURCES LTD	454413	60,35	1,90

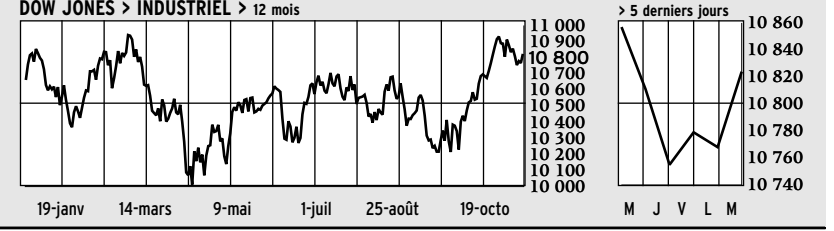
TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN \$				
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
DUAL EXPLORATION	50916	2,21	-11,25	5BANC SPLIT INC-CL	3640	59,88	-1,37
CORRIENTE	1000443	3,97	-9,77	CANADIAN REITMANS (CANADA)	351285	13,45	-1,05
NORTH AMER	182311	9,61	-9,25	REITMANS (CANADA)	1929	17,50	-0,99
MAINSTREET EQUITY	1000	5,30	-8,62	NORTH AMER ISHARES COMEX	182311	9,61	-0,98
EXCO	33055	4,10	-7,87		10142	59,64	-0,96

BOURSE DE CROISSANCE TSX



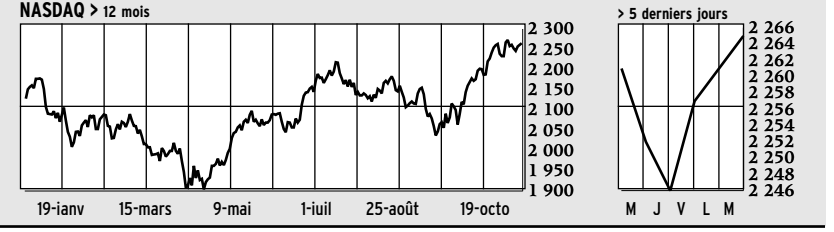
HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	2 140,37	2 146,89	2 129,34	2 140,37	0,06%	24,30%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 262	GAINS	425	PERTES	522	INCHANGÉES	315
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 182,77	1 587,51	107	121			

NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	10 765,69	10 871,51	10 751,36	10 823,72	0,52%	1,74%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 525	GAINS	1 757	PERTES	1 620	INCHANGÉES	148
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 984,46	10 000,46	2 389	1 881			

NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	2 255,90	2 271,85	2 254,92	2 265,00	0,18%	5,42%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 274	GAINS	1 468	PERTES	1 568	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 278,16	1 889,83	1 915	1 679			

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VOLUME	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VOLUME	
Abcoust Mines Inc - CI B (ABI)	0,27	-0,02	-5,26	52 000	-10,00	Isacsoft Inc-A (ISF)	0,12	0,01	4,55	230 438	-54,00
Abitex Resources Inc (ABE)	0,25	0,00	0,00	11 670	-43,82	Junex Inc (JNX)	1,10	-0,05	-4,35	22 750	0,92
Advitech Inc (AVI)	0,07	0,01	16,67	8 000	-53,33	Kwg Resources Inc (KWG)	0,04	0,01	16,67	511 300	-80,00
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,09	0,01	5,88	36 000	-5,26	Kangaroo Media Inc (KTV)	0,92	0,00	0,00	5 500	50,82
Alvevision Inc (ALD)	0,03	0,00	0,00	4 000	-62,50	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,03	0,00	0,00	341	-37,50
Amadeus International Inc (AML)	0,15	0,00	0,00	0	-72,73	Louven Mines Inc (LOV)	0,45	-0,02	-3,23	13 000	-32,84
Andromed Inc (AD)	0,12	-0,01	-4,17	45 000	-61,67	Lyrtech Inc (C/A LYT)	0,27	0,02	6,00	131 590	-41,11
Antoro Resources Inc (ORE)	0,04	0,00	0,00	67 500	-61,91	Matamec Explorations Inc (MAT)	0,06	-0,01	-14,29	10 000	-20,00
Appalaches Resources Inc (APP)	0,06	-0,01	-14,29	51 500	-66,67	Melkior Resources Inc (MKR)	0,07	0,01	18,18	59 491	0,00
Artquest Internat Alliances (AQ/SV/B)	0,02	0,00	0,00	0	-42,86	Metanor Resources Inc (MTO)	0,68	-0,01	-1,45	20 000	-18,07
Azimet Exploration Inc (AZM)	1,34	0,07</									

LE JOURNAL DE MONTRÉAL MERCREDI 14 DÉCEMBRE 2005

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la journée. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Société (symbl) : Nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses. Div. : Dividende par action sur une base annuelle.

Volume (100) : En centaines, et calculé à la clôture officielle.

Ferm. : Variations à l'arrêt des transactions. Ch. Net. : Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente.

52 sem. / Haut : Sommet atteint au cours des 52 dernières semaines.

52 sem. / Bas : Plancher atteint au cours des 52 dernières semaines.

Caractères gras : Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

Société Volume ch. 52 sem. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table of stock market data for companies A through H, including columns for company name, volume, price change, 52-week high, and 52-week low.

Société Volume ch. 52 sem. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table of stock market data for companies I through R, including columns for company name, volume, price change, 52-week high, and 52-week low.

Société Volume ch. 52 sem. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table of stock market data for companies S through Z, including columns for company name, volume, price change, 52-week high, and 52-week low.

Société Volume ch. 52 sem. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table of stock market data for companies AA through ZZ, including columns for company name, volume, price change, 52-week high, and 52-week low.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE LES OBLIGATIONS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Table of government bonds and other financial instruments, including columns for issuer, volume, price change, and other details.

Vers une hausse des dividendes



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE
HORIZON 2006

Les actionnaires du secteur financier peuvent se rassurer. Non seulement les banques continueront-elles à verser d'importants dividendes mais, l'an prochain, ce devrait être au tour des assureurs de se faire généreux, estiment les spécialistes.

« Les banques augmentent leurs dividendes de façon significative depuis trois ans, remarque Carole Berthiaume, de Fiera Capital. Les assureurs sont en position pour le faire à leur tour. »

La gestionnaire souligne que les dernières acquisitions permettent aux grands assureurs d'améliorer leurs profits.

« Cette année, ils ont intégré les opérations, dit-elle. On commence déjà à voir les résultats. »

Plusieurs transactions ont redéfini le paysage des compagnies d'assurance au cours des dernières années : la Great-West a acheté Canada-Vie, la Sun Life a mis la main sur Clarica et Manuvie a acquis John Hancock.

Pour la prochaine année, M^{me} Berthiaume s'attend à une amélioration du rendement sur l'ivoire des actionnaires des compagnies d'assurances et à une hausse du ratio de distribution des dividendes.

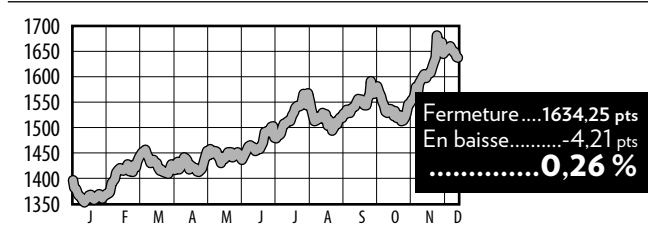
François Rainville, de BMO Banque privée Harris, pense égale-

LE SECTEUR FINANCIER

Principaux titres composant l'indice du secteur financier à la Bourse de Toronto

	Symbole	% du sous-indice	en Bourse depuis janvier
Sous-indice finance	STFINL	32,7 du TSX	17%
Banque Royale	RY	15,9	35%
Financière Manuvie	MFC	15,2	22%
Banque Scotia	BNS	12,8	11%
Banque TD	TD	12,0	18%
Banque de Montréal	BMO	9,1	8%
Financière Sun Life	SLF	7,6	15%
Banque CIBC	CM	7,1	4%
Brookfield Asset Man.	BAM.LV.A	3,4	29%
Banque Nationale	NA	2,7	19%
Power Corp.	POW.SV	2,7	-2%
Financière Power	PWF	2,1	1%
Great-West	GWO	1,9	13%
CI Financial	CIX	1,3	38%
IGM Financial	IGM	1,3	20%

SOUS-INDICE, BOURSE DE TORONTO



CAROLE BERTHIAUME
Gestionnaire principale pour Fiera Capital

PLUS : potentiel de hausse des dividendes pour les assureurs et les banques

MOINS : risques au niveau du crédit en raison des hausses des taux d'intérêt et du dollar canadien

À SURVEILLER :

- Financière Manuvie (MFC)
- Industrielle Alliance (IAG)
- Banque Scotia (BNS)

PHOTO DENIS COURVILLE, LA PRESSE ©



FRANÇOIS RAINVILLE
Directeur et gestionnaire de portefeuille pour BMO Banque privée Harris

PLUS : davantage d'investisseurs vont s'intéresser aux titres à dividendes

MOINS : une hausse marquée des taux d'intérêt pourrait réduire les marges de profit des banques

À SURVEILLER :

- Banque Nationale (NA)
- Industrielle Alliance (IAG)
- Financière Sun Life (SLF)

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

ment que les assureurs sont en mesure d'augmenter leurs dividendes.

« Les assureurs ont de la marge de manoeuvre, dit-il. Leur ratio de distribution est d'environ

30 % comparativement à plus de 40 % pour les banques. »

De plus, ajoute le gestionnaire, la baisse du taux d'imposition sur les dividendes amènera plus d'investisseurs à s'intéresser aux titres

à dividendes. « Cela risque de faire pression sur les entreprises pour hausser les distributions », explique-t-il.

Cela dit, M. Rainville rappelle qu'un choc économique pèserait sur la rentabilité des institutions financières.

« Dans ce cas, on parlerait de hausses des provisions pour créances douteuses, de baisse de volumes et d'un rétrécissement de la marge nette d'intérêt », précise le spécialiste.

Carole Berthiaume ne s'inquiète pas pour la première moitié de l'année, mais elle se demande quels seront les effets des hausses de taux et du dollar canadien sur l'économie et sur le secteur financier par la suite.

Parmi ses titres favoris, elle compte la Banque Scotia. « C'est un investissement pour le long terme, dit-elle. Elle peut sembler chère mais si on exclue son capital excédentaire, elle s'échange dans la moyenne des banques. »

Elle souligne que la banque ne dévie pas de stratégie d'acheter

des actifs intéressants à prix raisonnables. Elle salue, notamment, sa croissance à l'international.

Du côté des assureurs, elle s'intéresse à Manuvie. « C'est un acteur important qui mène à bien l'intégration de John Hancock et qui a les moyens de racheter ses actions », dit-elle.

M^{me} Berthiaume mise aussi sur l'Industrielle Alliance en raison de son prix raisonnable et de son potentiel de croissance, notamment, à la suite de l'achat prévu de Clarington, gestionnaire de fonds présent en Ontario.

François Rainville garde aussi un oeil sur l'Industrielle Alliance.

De plus, il s'intéresse à la Banque Nationale, dont l'évaluation est attrayante par rapport à ces concurrentes, et qui pourrait augmenter son dividende.

Par ailleurs, ajoute-t-il, l'assureur Sun Life profite de ses activités de gestion du patrimoine. « Il affiche un ratio de distribution des dividendes peu élevé, dit-il. Il y a de la place pour l'augmenter. »

2005: avec l'aide des fiducies de revenu

RÉJEAN BOURDEAU

En plus de la forte demande pour les prêts et pour les activités de gestion du patrimoine, les sociétés financières ont eu l'aide d'un allié inattendu : les fiducies de revenu.

Au cours des derniers mois, CI Fund Management, GMP Capital, Canaccord Capital et le Groupe TSX ont montré de l'intérêt pour ce modèle d'affaires.

À cela, la baisse de l'imposi-

tion des dividendes, mise en place afin d'apaiser la frénésie pour les fiducies, a donné un coup de pouce aux banques et aux assureurs.

Poussée par de bons résultats, la Banque Royale est redevenue la plus grande entreprise de la Bourse de Toronto.

Par contre, la Banque CIBC a essuyé sa plus grande perte en 138 ans d'existence après avoir déboursé 2,4 milliards US pour régler les réclamations des actionnaires d'Enron.

De son côté, la Banque Scotia a pris une participation dans une banque péruvienne puis elle a acquis une partie du portefeuille de prêts auto de General Motors.

La filiale américaine de la Banque TD a acheté Hudson United, qui exploite 200 succursales sur la cote Est, pour 1,9 milliard US.

L'assureur l'Industrielle Alliance a présenté une offre pour acheter Clarington, gestionnaire torontois de fonds communs.

Toronto et New York profitent de la hausse de la Fed

REVUE
BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les marchés nord-américains ont tiré profit hier de la

décision rendue à Washington par la Réserve fédérale (Fed) de hausser les taux d'intérêt.

La Fed, tel que prévu d'ailleurs, a augmenté de 0,25%, à 4,25 %, son taux directeur. De plus, la banque centrale a laissé entrevoir la fin de sa série haussière, alignant maintenant 13 ajustements consécutifs de

0,25 % depuis juin 2004. Le taux était alors à un creux de 1 %, vieux de 46 ans. Mais certains analystes s'attendent à encore au moins un ajustement en janvier, dernier mois d'Alan Greenspan à la tête de l'institution financière avant que Ben Bernanke lui succède.

À la Bourse de Toronto, l'indice

S&P/TSX a progressé de 38,18 points, à 11 137,44, avec un volume de 346,2 millions d'actions échangées. À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles a gagné 55,95 points, à 10 823,72, et le S&P 500 a crû de 7 points, à 1 267,45. Le NASDAQ a pris 4,05 points, à 2 265.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
		Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.
Brick Brewing (BRB / TSX)	31 oct. - 3 ^e trim.	17 338	12 600	38	1 033	684	51	0.05	0.04
Aliment./Boissons, Ontario	9 mois	48 650	30 999	57	3 136	1 665	88	0.16	0.11
Cangene (CNJ / TSX)	31 oct. - 1 ^{er} trim.	24 127	25 373	-5	591	2 321	-75	0.01	0.04
Médical/Produits pharm., Ontario									
CHC Helicopter (FLY.SV.A / TSX)	31 oct. - 2 ^e trim.	252 100	239 500	5	41 500	(1 300)	—	0.99	(0.03)
Pétrole/Energie, C.-B.	6 mois	496 500	478 300	4	59 800	21 000	185	1.43	0.50
Clarington (CFI / TSX)	30 sept. - 4 ^e trim.	24 740	19 887	24	(797)	(3 059)	—	(0.05)	(0.25)
Banques/Services fin., Ontario	12 mois	90 563	76 650	18	(4 585)	(1 330)	—	(0.34)	(0.11)
Logibec Grp Info. (LGI / TSX)	30 sept. - 12 mois	31 818	27 773	15	4 525	2 992	51	0.61	0.45
Ordi./Électron./Logiciels, Québec									
Mitec Telecom (MTM / TSX)	31 oct. - 2 ^e trim.	9 518	16 283	-42	(4 735)	(4 868)	—	(0.06)	(0.07)
Télécomm., Québec	6 mois	22 810	27 710	-18	(9 997)	(10 765)	—	(0.13)	(0.15)
OnX Enterprise Solutions (ON / TSX)	31 oct. - 2 ^e trim.	24 302	16 667	46	1 091	174	527	0.02	0.00

Ordi./Électron./Logiciels, Ontario	6 mois	35 034	32 738	7	360	(167)	—	0.01	0.00
Orvana Minerals (ORV / TSX)	30 sept. - 4 ^e trim.	10 436	5 796	80	4 484	4 274	5	0.04	0.04
Mines/Métaux, Ontario	12 mois	29 350	19 121	53	8 920	7 842	14	0.08	0.07
Rutter Inc. (RUT / TSX)	31 août - 4 ^e trim.	19 100	16 400	16	(800)	n.d.	—	(0.02)	n.d.
Maritime/Constr. navale, T.-N.	12 mois	69 900	66 600	5	(4 900)	n.d.	—	(0.13)	n.d.
Saskat. Wheat Pool (SWP.NV.B / TSX)	31 oct. - 1 ^{er} trim.	273 957	228 706	20	(7 654)	(15 630)	—	(0.09)	(1.72)
Agriculture, Saskatchewan									
Sobeys (SBY / TSX)	5 nov. - 2 ^e trim.	3 218 400	2 966 700	8	45 800	47 200	-3	0.70	0.72
Aliment./Boissons, N.-Écosse	6 mois	6 518 800	5 977 700	9	94 000	93 800	0	1.44	1.43
Transat A.T. (TRZ.B / TSX)	31 oct. - 4 ^e trim.	493 900	467 280	6	18 022	11 338	59	0.45	0.31
Aérospatiale/Défense, Québec	12 mois	2 364 481	2 199 822	7	55 416	72 320	-23	1.43	2.07
Source: CNW Group									

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

ACTUEL SANTÉ
INFORMATION. PREVENTION. SOLUTION.
Tous les dimanches dans LA PRESSE

L'ARGENT
Les courtiers londoniens ont baissé mardi, le prix de l'argent de (\$ - 0 1775) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.
Mardi: \$8 5375
MONTREAL— Handy & Harman évaluait mardi, le prix de l'argent canadien à (\$ 10 127) (- 0 722) l'once troy.
NEW YORK — Handy & Harman évaluait mardi, le prix de l'argent américain à (\$ 8 500) (- 0 610) l'once troy.

LES MÉTAUX
MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE		
CUIVRE (catégorie-A)		
Comptant		4609—4610
3 mois		4462—4463
15 mois		3800—3810
PLOMB		
comptant		1153—1154
3 mois		1117,5—1118,5
15 mois		1013—1018
ALUMINIUM		
comptant		2288,5—2289
3 mois		2277—2278
15 mois		2112—2117
NICKEL (dollars)		
comptant		14115—14120
3 mois		14200—14205
15 mois		13470—13570
ÉTAIN		
comptant		7045—7050
3 mois		6955—6960
15 mois		6835—6885
ZINC (qualité supérieure)		
comptant		1842—1843
3 mois		1852—1853
15 mois		1690—1695

Mercedes-Benz vous offre l'occasion d'impressionner la parenté à Noël.

LE SOLDE EXTRÊME MERCEDES-BENZ 2005

NOUS LIQUIDONS NOS MODÈLES NEUFS ET DÉMONSTRATEURS 2005.

PLUS DE 150 VÉHICULES QUE NOUS LAISSONS PARTIR À DES PRIX QUI VONT FAIRE DES JALOUX.

TOUT DOIT ÊTRE VENDU AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2005.

TAUX DE FINANCEMENT À PARTIR DE 5,9%.

Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park (450) 672-2720
rivesud.mercedes-benz.ca

Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux (514) 735-3581
westisland.mercedes-benz.ca

Mercedes-Benz Silverstar
7800, boul. Décarie, Montréal (514) 735-3581
silverstar.mercedes-benz.ca

Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute Laval (440) ouest, Laval (450) 681-2500
laval.mercedes-benz.ca

Mercedes-Benz

† Taux de financement 5,9%. Pour plus de détails, veuillez communiquer avec l'un de nos représentants Mercedes-Benz. Mercedes-Benz. N'attendez plus.